

BANQUE HSBC CANADA
RAPPORT AUX ACTIONNAIRES – DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2010

- Le bénéfice net présenté attribuable aux actionnaires ordinaires s'est élevé à 152 millions de \$CA pour le trimestre terminé le 30 juin 2010, soit une hausse de 33,3 % par rapport à celui de la même période en 2009.
- Le bénéfice net présenté attribuable aux actionnaires ordinaires s'est établi à 236 millions de \$CA pour le semestre terminé le 30 juin 2010, soit une augmentation de 18,6 % par rapport à celui de la même période en 2009.
- Le rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires était de 17,6 % pour le trimestre terminé le 30 juin 2010 et de 13,8 % pour le semestre terminé à la même date, contre respectivement 13,3 % et 11,6 % pour les périodes correspondantes de 2009.
- Le ratio d'efficience s'est respectivement établi à 53,2 % et à 56,9 % pour le trimestre et le semestre terminés le 30 juin 2010, par rapport à 51,9 % pour les mêmes périodes en 2009.
- Le total de l'actif a atteint 71,5 milliards de \$CA au 30 juin 2010, contre 70,5 milliards de \$CA au 30 juin 2009.
- Au 30 juin 2010, le total des fonds sous gestion s'élevait à 27,9 milliards de \$CA, contre 24,5 milliards de \$CA au 30 juin 2009.
- Le ratio de capital de catégorie 1 et le ratio de capital total se sont respectivement chiffrés à 13,0 % et à 15,6 % au 30 juin 2010, comparativement à 11,2 % et à 13,8 % au 30 juin 2009.

Rapport de gestion du deuxième trimestre de 2010

La Banque HSBC Canada (la « banque ») est une filiale en propriété exclusive indirecte de HSBC Holdings plc (« HSBC Holdings »). Dans le rapport de gestion, le Groupe HSBC Holdings est défini comme le « Groupe HSBC » ou le « Groupe ». Le rapport de gestion de la Banque HSBC Canada du deuxième trimestre de 2010 est en date du 20 juillet 2010. La banque prépare ses états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (les « PCGR »). Les renseignements sont tirés directement des états financiers consolidés ou de l'information qui a servi à les préparer. À moins d'indication contraire, tous les montants en dollars (\$) sont en dollars canadiens et tous les montants des tableaux sont exprimés en millions de dollars. Certains montants des périodes antérieures ont été reclassés pour qu'ils soient conformes à la présentation adoptée au cours de la période à l'étude.

Faits financiers saillants

| | Trimestres terminés les | | | Semestres terminés les | |
|--|-------------------------|-----------------|-----------------|------------------------|-----------------|
| | 30 juin 2010 | 31 mars 2010 | 30 juin 2009 | 30 juin 2010 | 30 juin 2009 |
| Bénéfice | | | | | |
| Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires | 152 \$ | 84 \$ | 114 \$ | 236 \$ | 199 \$ |
| Bénéfice de base par action (\$CA) | 0,30 | 0,17 | 0,23 | 0,47 | 0,40 |
| Ratios financiers (%)¹⁾ | | | | | |
| Rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires | 17,6 | 9,9 | 13,3 | 13,8 | 11,6 |
| Rendement de l'actif moyen | 0,85 | 0,47 | 0,65 | 0,66 | 0,57 |
| Marge nette d'intérêts | 2,55 | 2,50 | 2,42 | 2,52 | 2,36 |
| Ratio d'efficacité | 53,2 | 61,4 | 51,9 | 56,9 | 51,9 |
| Ratio du revenu autre que d'intérêts au revenu total | 40,8 | 30,4 | 44,0 | 36,1 | 44,1 |
| Renseignements sur le crédit | | | | | |
| Montant brut des prêts douteux | 911 \$ | 976 \$ | 1 088 \$ | | |
| Provision pour créances irrécouvrables | | | | | |
| – Solde à la fin de la période | 605 | 633 | 718 | | |
| – En pourcentage des prêts douteux bruts | 66,4 % | 64,9 % | 66,0 % | | |
| – En pourcentage des prêts et des acceptations bruts | 1,4 % | 1,5 % | 1,5 % | | |
| Soldes moyens¹⁾ | | | | | |
| Actif | 72 109 \$ | 72 009 \$ | 70 329 \$ | 72 061 \$ | 70 895 \$ |
| Prêts | 36 220 | 36 810 | 40 296 | 36 514 | 41 235 |
| Dépôts | 52 929 | 53 320 | 50 605 | 53 123 | 51 063 |
| Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires | 3 433 | 3 468 | 3 441 | 3 451 | 3 451 |
| Ratios de capital (%)²⁾ | | | | | |
| Capital de catégorie 1 | 13,0 | 12,3 | 11,2 | | |
| Capital total | 15,6 | 14,8 | 13,8 | | |
| Total des actifs sous administration | | | | | |
| Fonds sous gestion | 27 890 \$ | 30 382 \$ | 24 469 \$ | | |
| Biens en garde | 9 535 | 10 730 | 9 451 | | |
| Total des actifs sous administration | 37 425 \$ | 41 112 \$ | 33 920 \$ | | |

1) Il s'agit de montants ou de mesures non conformes aux PCGR. Veuillez vous reporter à l'analyse traitant du recours à des mesures non conformes aux PCGR dans le présent document, à la section « Mesures conformes ou non conformes aux PCGR utilisées dans le rapport de gestion », à la page 14.

2) Ces ratios sont calculés en suivant les lignes directrices énoncées par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada selon les normes en matière de suffisance du capital du Nouvel accord de Bâle.

Analyse des résultats financiers

Aperçu

La Banque HSBC Canada a enregistré un bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de 152 millions de \$CA pour le trimestre terminé le 30 juin 2010, une hausse de 38 millions de \$CA, ou 33,3 %, par rapport à celui de 114 millions de \$CA inscrit à la même période en 2009, et une augmentation de 68 millions de \$CA, ou 81,0 %, par rapport à celui de 84 millions de \$CA inscrit au premier trimestre de 2010. Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires s'est chiffré à 236 millions de \$CA pour le semestre terminé le 30 juin 2010, comparativement à 199 millions de \$CA pour la période correspondante de 2009, soit une hausse de 37 millions de \$CA, ou 18,6 %. Les bons résultats obtenus durant les deux premiers trimestres de 2010 ont toutefois été contrebalancés, en partie, par l'incidence de l'évaluation à la juste valeur de nos couvertures économiques, de nos actifs et nos passifs libellés en dollars américains et d'une portion de nos titres d'emprunt inscrite à la juste valeur. C'est ainsi que des charges de 25 millions de \$CA et de 112 millions de \$CA ont été comptabilisées au deuxième et au premier trimestres de 2010 respectivement tandis que pour les mêmes périodes, en 2009, des crédits de 14 millions de \$CA et de 35 millions de \$CA respectivement avaient été inscrits même si aucune perte ni aucun gain économique n'avait été réalisé. Compte non tenu de ces éléments, le bénéfice avant la provision pour impôts a respectivement progressé de 53,4 % au deuxième trimestre et de 87,9 % au premier semestre de 2010 par rapport à celui des périodes correspondantes de 2009. Il s'est aussi accru de 3,8 % au deuxième trimestre par rapport au premier trimestre de 2010.

Commentant les résultats, Lindsay Gordon, président et chef de la direction de la Banque HSBC Canada, a déclaré :

« Les solides résultats d'exploitation obtenus pour le deuxième trimestre de 2010 traduisent la force des principaux secteurs d'activité de la banque – les revenus ont continué à augmenter et les créances irrécouvrables ont diminué, tandis que le contrôle des coûts est demeuré efficace.

« Grâce à la reprise de l'économie canadienne et au soutien constant que nous offrons à nos clients, qu'il s'agisse de particuliers ou d'entreprises, la demande pour nos services augmente au fur et à mesure que les conditions s'améliorent. Les investissements continus dans de nouveaux produits, afin de mieux servir des entreprises et des particuliers ouverts sur le monde, nous amènent de nouveaux clients et renforcent notre marque au Canada. »

Revenu net d'intérêts

Le revenu net d'intérêts pour le deuxième trimestre de 2010 s'est établi à 393 millions de \$CA, contre 368 millions de \$CA pour la période correspondante de 2009, soit une augmentation de 25 millions de \$CA, ou 6,8 %. Cette augmentation est attribuable à la hausse de l'actif moyen produisant un revenu d'intérêts, qui est passé de 60,9 milliards de \$CA à 61,8 milliards de \$CA, et à l'accroissement de la marge nette d'intérêts, qui s'est établie à 2,55 % pour le trimestre à l'étude, comparativement à 2,42 % pour la même période en 2009, et ce, malgré un changement dans la composition de l'actif, les prêts commerciaux produisant un revenu d'intérêts plus élevé étant remplacés par des avoirs en titres gouvernementaux à rendement moins élevé en raison de la baisse de la demande de crédit.

Le revenu net d'intérêts tiré des opérations bancaires de base, soit les services financiers aux particuliers, les services aux entreprises et les services bancaires internationaux et marchés, a augmenté de 44 millions de \$CA, ou 16,5 %, par rapport à celui de la période correspondante de 2009. Cette augmentation est attribuable à la hausse de la marge nette d'intérêts, qui s'est établie à 2,12 % pour le deuxième trimestre de 2010, comparativement à 1,88 % pour la période correspondante de l'exercice précédent, ainsi qu'à une légère augmentation de l'actif moyen produisant un revenu d'intérêts, qui est passé de 57,1 milliards de \$CA à 58,8 milliards de \$CA. La marge nette d'intérêts relative aux opérations bancaires de base a enregistré une croissance en raison des taux d'intérêt plus stables comparativement à la période correspondante de 2009. L'amélioration de la marge nette d'intérêts du trimestre à l'étude est également attribuable aux révisions de taux sur les prêts commerciaux, qui ont été effectuées au cours de périodes antérieures pour tenir compte des changements relatifs aux conditions de crédit, bien que les volumes de prêts commerciaux aient décliné. Le revenu net d'intérêts pour le secteur du crédit à la consommation a diminué de 19 millions de \$CA, ou 18,8 %, par rapport à celui du trimestre correspondant de 2009, ce qui s'explique surtout par la baisse de 21,1 % de la moyenne des créances, qui s'est établie à 3,0 milliards de \$CA.

Le revenu net d'intérêts pour le trimestre terminé le 30 juin 2010 a enregistré une hausse de 13 millions de \$CA, ou 3,4 %, par rapport à celui du premier trimestre de 2010. La marge nette d'intérêts a augmenté de 5 points de base, pour s'établir à 2,55 %. L'actif moyen produisant un revenu d'intérêts a, quant à lui, légèrement progressé. La marge nette d'intérêts des opérations bancaires de base a augmenté de 3 points de base par rapport à celle du premier trimestre de 2010. La marge nette d'intérêts du secteur du crédit à la consommation a affiché une hausse en raison de l'expiration d'une promotion sur le taux de certains prêts.

Analyse des résultats financiers (suite)

Le revenu net d'intérêts pour le premier semestre de 2010 s'est établi à 773 millions de \$CA, contre 718 millions de \$CA pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une augmentation de 55 millions de \$CA, ou 7,7 %. La marge nette d'intérêts a progressé de 16 points de base, pour se fixer à 2,52 %. L'actif moyen produisant un revenu d'intérêts a augmenté de 0,4 milliard de \$CA. Le tout s'explique par les mêmes facteurs que ceux énoncés ci-dessus, alors qu'en 2009, les marges avaient subi une compression en raison des mesures économiques qu'avaient prises les gouvernements pour freiner la récession mondiale.

Revenu autre que d'intérêts

Le revenu autre que d'intérêts s'est élevé à 271 millions de \$CA au deuxième trimestre de 2010, contre 289 millions de \$CA à la même période en 2009, ce qui représente une baisse de 18 millions de \$CA, ou 6,2 %. Le revenu autre que d'intérêts des services bancaires internationaux et marchés pour le deuxième trimestre de 2010 tient compte de l'incidence d'une charge de 25 millions de \$CA, tandis qu'au deuxième trimestre de 2009, un crédit de 14 millions de \$CA avait été inclus au titre d'autres pertes comptables découlant de l'évaluation à la valeur de marché. Les principes comptables généralement reconnus du Canada exigent que les variations découlant de l'évaluation à la valeur de marché de la juste valeur des dérivés utilisés comme couvertures pour certains actifs et passifs détenus à des fins autres que de transaction qui ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture soient comptabilisées dans les résultats, et ce, même si aucune perte économique n'a été occasionnée. Ces principes s'appliquent également à des dérivés associés à certains programmes de titrisation de prêts hypothécaires pour lesquels la banque ne s'attend pas à réaliser un gain ou une perte, car elle a l'intention de détenir ces dérivés jusqu'à leur échéance. De la même manière, les variations de la valeur marchande de certains autres actifs et passifs financiers détenus à des fins autres que de transaction doivent aussi être inclus dans les résultats présentés, même si aucun gain ni aucune perte économique n'en découle. Ces éléments hors trésorerie sont largement touchés par les variations des taux d'intérêt et des taux de change sur les marchés ou le perfectionnement des hypothèses de modèles utilisés pour évaluer certains instruments financiers complexes. Les variations des valeurs découlant de l'évaluation à la valeur de marché peuvent engendrer une volatilité importante entre les différentes périodes de présentation des résultats, mais comme ces instruments sont habituellement détenus jusqu'à leur échéance, aucun gain ni aucune perte économique n'en découle.

Compte non tenu de l'incidence des autres pertes comptables nettes découlant de l'évaluation à la valeur de marché dont il est question ci-dessus, le revenu autre que d'intérêts a enregistré une hausse de 21 millions de \$CA, ou 7,6 %, par rapport à la période correspondante de 2009. Les commissions sur les facilités de crédit ont augmenté de 10 millions de \$CA grâce aux mesures de tarification des services aux entreprises. Les revenus tirés de la gestion de placements des services financiers aux particuliers ont monté de 8 millions de \$CA, ce qui est imputable à l'accroissement, depuis l'exercice précédent, de la valeur de marché des portefeuilles des clients. Les revenus de titrisation ont affiché une hausse de 8 millions de \$CA qui reflète l'accroissement du volume d'opérations par rapport à celui du dernier exercice. Les autres revenus ont progressé de 16 millions de \$CA, en raison des hausses des recouvrements relatifs aux services de technologie de la HSBC auprès d'autres sociétés du Groupe HSBC ainsi que des revenus tirés des services internationaux aux immigrants investisseurs et des produits d'assurance crédit. Le revenu de négociation des services bancaires internationaux et marchés s'est chiffré à 46 millions de \$CA pour le deuxième trimestre de 2010, soit une baisse de 2 millions de \$CA par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent. Le revenu de négociation de 2010 comprend un montant de 20 millions de \$CA à titre de recouvrement de pertes qui avaient été enregistrées par suite de la cession de presque tout le portefeuille de papier commercial adossé à des actifs (le « PCAA ») non bancaire canadien de la banque. En 2009, l'évaluation du PCAA avait fait l'objet d'une hausse de 11 millions de \$CA, les gains de négociation ayant bénéficié de la volatilité des taux d'intérêt et des marchés des changes et de l'incidence favorable du financement en devises dans un contexte de bas taux d'intérêt. Les commissions sur les marchés financiers des services bancaires internationaux et marchés ont diminué de 7 millions de \$CA en raison du ralentissement des activités de prise ferme, des services de conseil et des marchés des actions et de la dette en 2010 comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Les gains sur les titres disponibles à la vente ont diminué de 16 millions de \$CA par rapport au deuxième trimestre de 2009, ce qui s'explique par les gains qui avaient été enregistrés sur la vente de titres durant ce trimestre.

Analyse des résultats financiers (suite)

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2010, le revenu autre que d'intérêts a affiché une hausse de 105 millions de \$CA, ou 63,3 %, par rapport à celui du premier trimestre de 2010. Compte non tenu de l'incidence des autres pertes comptables nettes découlant de l'évaluation à la valeur de marché de 25 millions de \$CA, soit une amélioration de 87 millions de \$CA par rapport aux pertes de 112 millions de \$CA subies au premier trimestre de 2010, le revenu autre que d'intérêts a enregistré une hausse de 18 millions de \$CA, ou 6,5 %. Le revenu de négociation a augmenté en raison du recouvrement de pertes qui avaient été enregistrées par suite de la cession du portefeuille de PCAA. Les autres revenus ont augmenté de 11 millions de \$CA, ce qui s'explique en grande partie par la croissance des frais associés aux services aux immigrants investisseurs et des revenus tirés des produits d'assurance crédit. Les commissions sur les facilités de crédit ont augmenté de 4 millions de \$CA grâce aux mesures de tarification. Les commissions sur les marchés financiers ont diminué de 5 millions de \$CA, ce qui reflète un ralentissement des activités comparativement au trimestre précédent. Les revenus de titrisation ont quant à eux diminué de 26 millions de \$CA, ce qui traduit une baisse du volume d'opérations par rapport à celui du premier trimestre.

Le revenu autre que d'intérêts s'est élevé à 437 millions de \$CA pour le premier semestre de 2010, contre 566 millions de \$CA pour la même période de l'exercice précédent, ce qui représente une baisse de 129 millions de \$CA, ou 22,8 %. Les autres pertes comptables découlant de l'évaluation à la valeur de marché se sont élevées à 137 millions de \$CA, contre des gains de 49 millions de \$CA pour la période correspondante de 2009, soit un effet négatif de 186 millions de \$CA. Compte non tenu de l'incidence des éléments précités, le revenu autre que d'intérêts a enregistré une hausse de 57 millions de \$CA, ou 11,0 %. Les commissions sur les facilités de crédit ont affiché une hausse de 21 millions de \$CA grâce aux mesures de tarification, alors que les revenus tirés de la gestion de placements ont augmenté de 15 millions de \$CA, ce qui reflète la progression de la valeur marchande moyenne des portefeuilles des clients et celle des ventes de produits de placements. Les revenus de titrisation ont affiché une hausse de 11 millions de \$CA attribuable à l'accroissement du volume d'opérations par rapport à celui de l'exercice précédent. Les autres revenus ont augmenté de 43 millions de \$CA, ce qui s'explique en grande partie par la croissance des frais associés aux services aux immigrants investisseurs de 10 millions de \$CA, une hausse des revenus tirés des produits d'assurance crédit ainsi que par une augmentation des recouvrements auprès d'autres sociétés du Groupe HSBC. Notons qu'en 2009, les autres revenus avaient subi les répercussions négatives d'une perte éventuelle de 20 millions de \$CA. Le revenu de négociation a diminué de 23 millions de \$CA par rapport à celui de 2009, exercice au cours duquel il avait bénéficié de la volatilité des taux d'intérêt et des marchés des changes. Les gains sur les titres disponibles à la vente ont accusé une baisse de 13 millions de \$CA.

Frais autres que d'intérêts

Pour le deuxième trimestre de 2010, les frais autres que d'intérêts se sont chiffrés à 353 millions de \$CA, soit une hausse de 12 millions de \$CA, ou 3,5 %, par rapport à ceux de la période correspondante de 2009. Les salaires et avantages sociaux n'ont pas beaucoup varié par rapport à ceux de l'exercice précédent. Les salariés à temps plein du secteur du crédit à la consommation sont moins nombreux par suite de la réduction des activités en succursale, et les coûts liés à la rémunération à base d'actions ont diminué. Toutefois, ces diminutions ont été annulées par une hausse des salaires relatifs à la prestation de services de technologie à d'autres sociétés du Groupe HSBC, lesquels salaires ont augmenté selon les revenus correspondants dont il est question ci-dessus, et par une hausse de la rémunération incitative en raison de l'amélioration du rendement qui y est lié. Les frais relatifs aux locaux et au matériel n'ont que légèrement augmenté en raison de la résiliation de certains contrats liés au matériel. Les autres frais ont augmenté de 9 millions de \$CA en raison, essentiellement, des coûts plus élevés liés à la prestation de services de technologie à d'autres sociétés du Groupe HSBC. Le ratio d'efficacité s'est établi à 53,2 % pour le deuxième trimestre de 2010, contre 51,9 % pour la période correspondante de 2009, ce qui s'explique principalement par l'incidence négative de la variation du montant net des autres gains comptables découlant de l'évaluation à la valeur de marché, qui représente une source de revenus ou une dépense sans effet sur la trésorerie. Compte non tenu de cette incidence négative, le ratio d'efficacité se serait amélioré de 1,8 point de pourcentage. Pour le trimestre terminé le 30 juin 2010, les frais autres que d'intérêts ont enregistré une hausse de 18 millions de \$CA, ou 5,4 %, par rapport à ceux du premier trimestre de 2010. Les salaires et avantages sociaux ont augmenté de 11 millions de \$CA, en raison, surtout, de la croissance de la rémunération incitative liée au rendement et de l'implantation de certaines mesures de restructuration. Les frais relatifs aux locaux et au matériel ont augmenté de 5 millions de \$CA, ce qui s'explique en grande partie par les paiements de taxes foncières ainsi que par les frais liés à la résiliation de certains contrats. Les autres frais n'ont que légèrement augmenté. Le ratio d'efficacité s'est établi à 53,2 %, contre 61,4 % au premier trimestre, en raison de l'incidence des autres pertes découlant de l'évaluation à la valeur de marché dont il est question précédemment. Compte non tenu de l'incidence de ces pertes, le ratio d'efficacité aurait légèrement augmenté.

Analyse des résultats financiers (suite)

Pour le premier semestre de 2010, les frais autres que d'intérêts se sont établis à 688 millions de \$CA, soit une hausse de 22 millions de \$CA, ou 3,3 %, par rapport aux 666 millions de \$CA inscrits pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les salaires et avantages sociaux ont diminué de 6 millions de \$CA, essentiellement en raison d'une baisse du nombre de salariés à temps plein dans le secteur du crédit à la consommation par suite de la réduction des activités en succursale et d'une baisse des coûts liés à la rémunération à base d'actions par suite de la réduction des attributions, baisses qui ont été en partie contrebalancées par une légère augmentation de la rémunération incitative liée au rendement. Les frais relatifs aux locaux et au matériel sont demeurés presque inchangés par rapport à ceux de la même période en 2009. Les autres frais ont augmenté de 26 millions de \$CA, en raison principalement des coûts plus élevés liés à la prestation de services de technologie à d'autres sociétés du Groupe HSBC, de la hausse des frais de courtage résultant de l'intensification des activités des services aux immigrants investisseurs et de la croissance des dépenses en marketing puisque la banque continue la promotion de sa marque. Le tout a été en partie contrebalancé par des réductions des impôts sur le capital des sociétés. Le ratio d'efficacité s'est établi à 56,9 % pour le semestre, contre 51,9 % pour la même période en 2009. Compte non tenu des éléments découlant de l'évaluation à la valeur de marché, le ratio d'efficacité se serait amélioré de 2,8 points de pourcentage.

Qualité du crédit et dotation à la provision pour créances irrécouvrables

Pour le deuxième trimestre de 2010, la dotation à la provision pour créances irrécouvrables s'est élevée à 66 millions de \$CA, contre 126 millions de \$CA pour le deuxième trimestre de 2009 et 63 millions de \$CA pour le premier trimestre de 2010. Bien que les conditions demeurent incertaines, le progrès observé au deuxième trimestre de 2010 par rapport au trimestre correspondant de 2009 s'explique par la baisse des dotations aux provisions spécifiques pour les créances irrécouvrables qui reflète l'amélioration de la conjoncture économique et la diminution des situations de défaut dans le secteur du crédit à la consommation. La réduction de la charge par rapport à celle de la période correspondante de l'exercice précédent comprend un montant de 22 millions de \$CA qui se rapporte aux opérations bancaires de base et un autre de 38 millions de \$CA qui se rapporte au crédit à la consommation.

Le montant brut des prêts douteux a atteint 911 millions de \$CA, contre 1 022 millions de \$CA au 31 décembre 2009 et 1 088 millions de \$CA au 30 juin 2009. Le total des prêts douteux, déduction faite des provisions spécifiques pour créances irrécouvrables, se chiffrait à 717 millions de \$CA au 30 juin 2010, contre 836 millions de \$CA au 31 décembre 2009 et 850 millions de \$CA au 30 juin 2009. Le total des prêts douteux comprend un montant de 171 millions de \$CA (214 millions de \$CA au 31 décembre 2009 et 222 millions de \$CA au 30 juin 2009) attribuable au crédit à la consommation et aux autres prêts à la consommation pour lesquels la perte de valeur est évaluée collectivement. La provision générale applicable au secteur du crédit à la consommation s'est établie à 158 millions de \$CA, contre 201 millions de \$CA au 31 décembre 2009 et 221 millions de \$CA au 30 juin 2009. La provision générale a totalisé 411 millions de \$CA, contre 452 millions de \$CA au 31 décembre 2009 et 480 millions de \$CA au 30 juin 2009. Exprimé en pourcentage de l'encours des prêts et des acceptations, le total de la provision pour créances irrécouvrables a atteint 1,4 % au 30 juin 2010, soit une légère baisse par rapport à celui de 1,5 % constaté au 31 décembre 2009 et au 30 juin 2009.

Impôts sur les bénéfices

Le taux d'imposition effectif s'est établi à 29,8 % au deuxième trimestre de 2010, contre 29,5 % au trimestre correspondant de 2009 et 30,3 % au premier trimestre de 2010.

Bilan

Le total de l'actif s'est établi à 71,5 milliards de \$CA au 30 juin 2010, une progression de 0,2 milliard de \$CA par rapport à celui du 31 décembre 2009 et de 1,0 milliard de \$CA par rapport à celui du 30 juin 2009. Cette progression découle principalement de la hausse des liquidités, qui étaient toujours solides au 30 juin 2010, l'encaisse, les valeurs mobilières et les conventions de revente se chiffrant à 26,0 milliards de \$CA, contre 25,1 milliards de \$CA au 31 décembre 2009 et 21,4 milliards de \$CA au 30 juin 2009. Cette progression a toutefois été contrebalancée par la baisse de 0,9 milliard de \$CA des prêts aux entreprises et aux administrations publiques et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations enregistrée depuis la fin de 2009, qui a elle-même été causée par la diminution des demandes d'emprunt des clients, qui cherchent à diminuer leur endettement par suite de la récession mondiale, et par une réduction des expositions de la banque dans le secteur de l'immobilier. Il y a aussi eu une diminution de 0,4 milliard de \$CA des créances du secteur du crédit à la consommation en raison de la réduction du nombre de nouveaux prêts, cette réduction découlant des décisions de resserrer le crédit. Les nouveaux prêts se sont traduits par une hausse du montant net de l'encours des prêts hypothécaires résidentiels de 0,2 milliard de \$CA. Du côté des services financiers aux particuliers, il y a aussi eu une demande pour les prêts à la consommation et les marges de crédit personnelles, qui ont augmenté de 0,2 milliard de \$CA.

Analyse des résultats financiers (suite)

Le total des dépôts a atteint 51,8 milliards de \$CA au 30 juin 2010, en hausse comparativement aux 50,2 milliards de \$CA constatés au 31 décembre 2009 et aux 49,6 milliards de \$CA constatés au 30 juin 2009. Les hausses s'expliquent principalement par les dépôts des entreprises et, dans une moindre mesure, par les dépôts de gros, inclus dans les dépôts des entreprises et des administrations publiques.

Total des actifs sous administration

Au 30 juin 2010, le total des fonds sous gestion s'élevait à 27,9 milliards de \$CA, soit une diminution de 0,3 milliard de \$CA par rapport au 31 décembre 2009 et une augmentation de 3,4 milliards de \$CA par rapport au 30 juin 2009. Compte tenu des soldes des biens en garde et administrés, le total des actifs sous administration a atteint 37,4 milliards de \$CA, contre 38,9 milliards de \$CA au 31 décembre 2009 et 33,9 milliards de \$CA au 30 juin 2009.

Gestion des risques

Toutes les activités commerciales de la banque exigent la mesure, l'évaluation, l'acceptation et la gestion d'un certain niveau de risque ou d'une combinaison de risques. La gestion des risques consiste à déterminer, à analyser, à évaluer et à gérer les facteurs qui pourraient avoir des effets défavorables sur les ressources, les activités, la réputation et les résultats financiers de la banque. Les principales catégories de risques auxquelles la banque est exposée sont notamment le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de marché, le risque d'exploitation et le risque de fiduciaire. Un exposé sur les activités de gestion des risques de la banque, tant au chapitre des facteurs quantitatifs que qualitatifs, est inclus aux pages 26 à 41 du Rapport et états financiers annuels de 2009. À moins d'avis contraire, aucun changement n'a été apporté aux processus et aucune modification importante des facteurs quantitatifs n'a été effectuée au cours du deuxième trimestre de 2010.

Prêts douteux

Le tableau ci-dessous donne des détails sur le portefeuille de prêts douteux :

| | <i>Au 30 juin 2010</i> | <i>Au 31 décembre 2009</i> |
|---|----------------------------|--------------------------------|
| Prêts aux entreprises et aux administrations publiques | | |
| Immobilier | 394 \$ | 439 \$ |
| Fabrication ¹⁾ | 91 | 98 |
| Commerce | 59 | 64 |
| Services | 43 | 67 |
| Autres | 78 | 78 |
| Total des prêts aux entreprises et aux administrations publiques | 665 | 746 |
| Prêts personnels | | |
| Prêts hypothécaires résidentiels | 75 | 62 |
| Prêts à la consommation | 135 | 176 |
| Autres prêts à la consommation | 36 | 38 |
| Total des prêts personnels | 246 | 276 |
| Total des prêts, des garanties, des acceptations et des lettres de crédit douteux ¹⁾ | 911 \$ | 1 022 \$ |
| Provisions spécifiques | 194 \$ | 186 \$ |
| Provisions générales | 411 | 452 |
| Total de la provision pour créances irrécouvrables | 605 \$ | 638 \$ |
| Total des prêts et des acceptations douteux, montant net | 306 \$ | 384 \$ |

1) Comprend des acceptations et des lettres de crédit douteuses de 7 millions de \$CA (15 millions de \$CA en 2009).

Gestion des risques (suite)

Valeurs mobilières

Au cours du deuxième trimestre, la banque a cédé presque tout son papier commercial adossé à des actifs (« PCAA ») non bancaire, qui était auparavant comptabilisé dans les titres de négociation. La valeur comptable des avoirs restants se chiffre à environ 2 millions de \$CA.

Valeur à risque

La valeur à risque est une technique statistique qui permet d'évaluer, selon un intervalle de confiance donné, les pertes que la banque pourrait subir, pendant une période définie, sur ses positions à risque, si les taux et les cours du marché fluctuaient. Des renseignements portant sur la valeur à risque se trouvent aux pages 38 à 40 du Rapport et états financiers annuels de 2009.

La valeur à risque figurant dans le tableau et le graphique ci-dessous représente la valeur à risque globale pour les instruments détenus à des fins de transaction et les instruments non détenus à des fins de transaction et elle respecte les limites de la banque.

| | <i>Trimestres terminés les</i> | |
|-----------------------|--------------------------------|-------------------------|
| | <u>30 juin 2010</u> | <u>31 décembre 2009</u> |
| À la fin du trimestre | 11 \$ | 13 \$ |
| Moyenne | 10 | 15 |
| Minimum | 9 | 13 |
| Maximum | 13 | 17 |

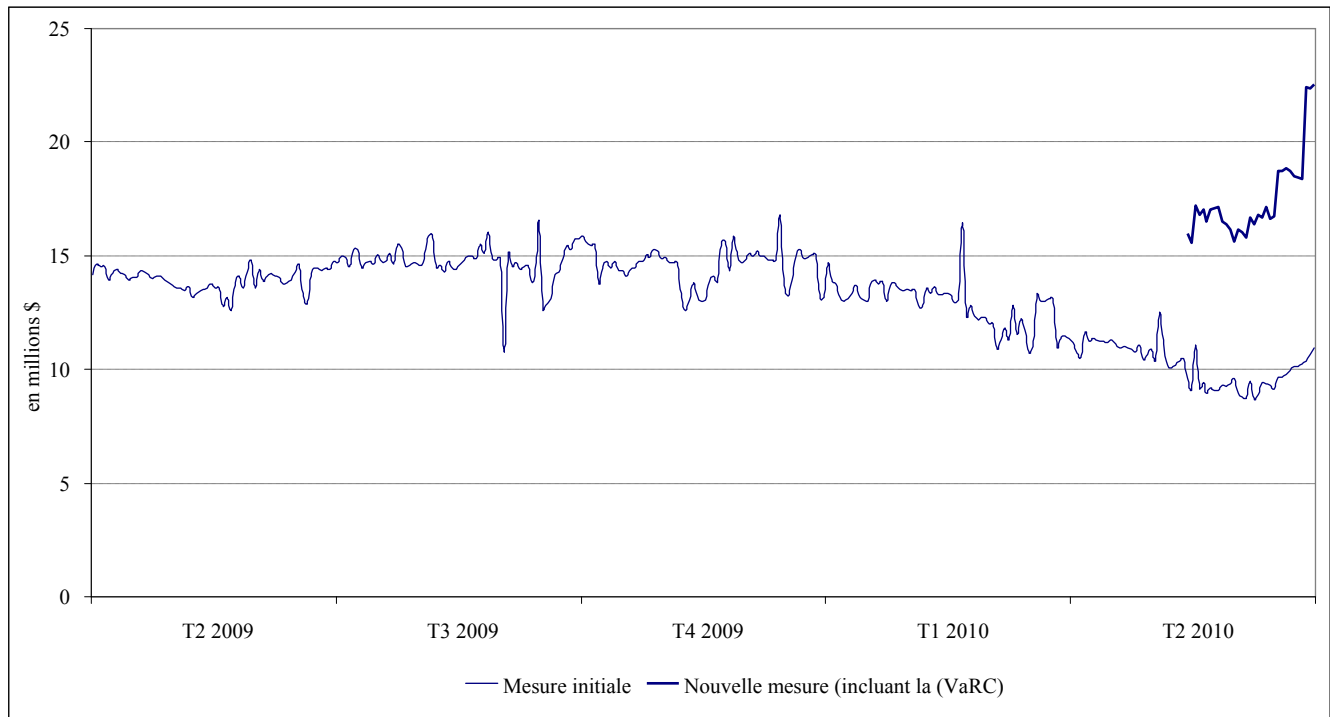
En mai 2010, la politique du Groupe à l'égard du calcul de la valeur à risque (« VaR ») pour le portefeuille bancaire et pour le portefeuille de négociation a été élargie afin d'inclure la VaR de crédit (« VaRC ») pour les positions disponibles à la vente et la VaR de crédit spécifique (« VaRCS ») pour les positions détenues à des fins de négociation. La VaRC se compose de la VaR de crédit établie à partir de modèles de simulation historique et de la VaRCS. La VaRCS tient compte du risque de marché résiduel d'un émetteur spécifique qui n'est pas pris en compte par la VaRC historique. Les éléments inscrits comme étant disponibles à la vente sont en majeure partie constitués de titres adossés à des créances hypothécaires émis par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (« SCHL »). Bien que ces titres soient totalement garantis par le gouvernement du Canada, ils sont négociés à un prix fondé sur le rendement des obligations du gouvernement du Canada majoré d'une marge, d'où la création d'une VaR de crédit.

| | <i>Période terminée le¹⁾</i> |
|-----------------------|---|
| | <u>30 juin 2010</u> |
| À la fin du trimestre | 24 \$ |
| Moyenne | 18 |
| Minimum | 16 |
| Maximum | 24 |

1) Pour la période du 14 mai 2010 au 30 juin 2010.

Gestion des risques (suite)

Valeur à risque quotidienne



Gestion du capital

| | <i>Au 30 juin 2010</i> | <i>Au 31 décembre 2009</i> |
|--|----------------------------|--------------------------------|
| Total du capital de catégorie 1 | 4 661 \$ | 4 567 \$ |
| Total du capital de catégorie 2 | 932 | 1 041 |
| Total du capital des catégories 1 et 2 disponible à des fins réglementaires | 5 593 | 5 608 |
| Total de l'actif pondéré en fonction des risques | 35 963 \$ | 37 674 \$ |
| Ratios de capital réglementaire réels | | |
| Capital de catégorie 1 | 13,0 % | 12,1 % |
| Capital total | 15,6 % | 14,9 % |
| Coefficient actif/capital réglementaire réel | 13,0 x | 12,9 x |
| Ratios de capital réglementaire minimaux requis | | |
| Capital de catégorie 1 | 7,0 % | 7,0 % |
| Capital total | 10,0 % | 10,0 % |

Cotes de crédit

Standard & Poor's (« S&P ») et DBRS® attribuent des cotes de crédit à la dette et aux titres de la banque. Les cotes sont établies suivant une méthode de classement normale propre à chacune des deux agences, selon le type de dette ou de titre. Les cotes de crédit de la banque influent sur sa capacité à obtenir du financement de gros à des conditions avantageuses.

Les cotes de première qualité sont demeurées inchangées par rapport à celles de 2009 et figurent toujours parmi les plus élevées des banques canadiennes.

Gestion des risques (suite)

Les cotes de la banque sont les suivantes :

| | S&P | DBRS |
|---|-----------|--------------|
| Instruments à court terme | A-1+ | R-1 (haut) |
| Dépôts et dette de premier rang | AA | AA |
| Dette subordonnée | AA- | AA (bas) |
| Actions privilégiées | P-1 (bas) | Pfd-2 (haut) |
| Titres de la Fiducie d'actifs HSBC Canada | P-1 (bas) | A (bas) |

Autres renseignements

Opérations entre apparentés

Les politiques et les pratiques en matière d'opérations entre apparentés demeurent les mêmes que celles décrites à la page 22 du Rapport et états financiers annuels de 2009. Toutes les opérations entre apparentés continuent d'être tarifées et comptabilisées de la même façon que si elles avaient été effectuées sur un marché libre, sans lien de dépendance ou, en l'absence de marché comparable, conformément à leur juste valeur.

Instruments financiers, y compris les arrangements hors bilan

Dans le cours normal de ses affaires, la banque fait un usage important d'instruments financiers, notamment le financement de prêts, l'acquisition de titres et d'autres placements, l'acceptation de dépôts et des opérations sur divers instruments dérivés. Les arrangements hors bilan les plus importants consistent en des garanties, des lettres de crédit et des instruments dérivés, lesquels sont décrits aux pages 20 et 21 du Rapport et états financiers annuels de 2009. Bien que la valeur notionnelle de ces instruments financiers ne figure pas au bilan, les instruments dérivés, les garanties et les lettres de crédit sont inscrits à leur juste valeur. En outre, dans certaines circonstances, la banque fournit des garanties et des lettres de crédit aux emprunteurs. Il n'y a pas eu de changement dans le calcul de la juste valeur des instruments financiers depuis le 31 décembre 2009 ni aucun changement important dans la juste valeur des instruments financiers découlant de facteurs autres que les conditions normales de l'économie, du secteur d'activité et du marché. Pour les instruments financiers, y compris les dérivés, évalués à l'aide de données de marché importantes non observables (niveau 3), les hypothèses et méthodes employées dans les modèles de la banque sont constamment revues pour obtenir de meilleures estimations de la juste valeur.

Conventions comptables et estimations comptables critiques

Les présents états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés conformément aux PCGR du Canada. Les hypothèses clés et les éléments sur lesquels se fondent les estimations, conformément aux PCGR, et leur incidence sur les montants présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et les notes y afférentes demeurent substantiellement les mêmes que ceux décrits aux pages 15 à 17 et aux pages 20 et 21 du Rapport et états financiers annuels de 2009. À l'exception des changements aux hypothèses de modèles et des perfectionnements de modèles, il n'y a eu aucun changement dans les principales conventions comptables et méthodes de calcul par rapport à celles qui ont servi à la préparation des états financiers consolidés de la banque pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009 et qui sont présentées aux pages 54 à 62 du Rapport et états financiers annuels de 2009.

Certains changements apportés au *Manuel de l'ICCA* relativement aux regroupements d'entreprises sont entrés en vigueur au premier trimestre de 2010, mais n'ont pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la banque.

Autres renseignements (suite)**Actions et titres en circulation**

| | <i>Au 20 juillet 2010</i> | |
|--|---------------------------|-----------------|
| | <i>Nombre</i> | <i>Montant</i> |
| Titres de la Fiducie d'actifs HSBC Canada (HSBC HaTS ^{MC}) ¹⁾ | | |
| – Série 2010 ²⁾ | 200 000 | 200 \$ |
| – Série 2015 ³⁾ | 200 000 | 200 |
| | | <u>400</u> |
| Actions privilégiées de catégorie 1 | | |
| – Série C ⁴⁾ | 7 000 000 | 175 |
| – Série D ⁵⁾ | 7 000 000 | 175 |
| – Série E ⁶⁾ | 10 000 000 | 250 |
| Actions privilégiées de catégorie 2 | | |
| – Série B ⁷⁾ | 86 450 000 | 346 |
| | | <u>946</u> |
| Actions ordinaires | | |
| Banque HSBC Canada | 498 668 000 | <u>1 225 \$</u> |

- 1) *Figure au bilan consolidé dans la participation sans contrôle dans la fiducie et une filiale.*
- 2) *Distributions en espèces non cumulatives, payables semestriellement, d'un montant de 38,90 \$CA par part.*
- 3) *Distributions en espèces non cumulatives, payables semestriellement, d'un montant de 25,75 \$CA par part.*
- 4) *Dividendes en espèces non cumulatifs, payables trimestriellement, d'un montant de 0,31875 \$CA par action.*
- 5) *Dividendes en espèces non cumulatifs, payables trimestriellement, d'un montant de 0,3125 \$CA par action.*
- 6) *Dividendes en espèces non cumulatifs, payables trimestriellement, d'un montant de 0,4125 \$CA par action.*
- 7) *Dividendes en espèces non cumulatifs, payables trimestriellement, d'un montant de 0,0775 \$CA par action.*

Au cours du deuxième trimestre de 2010, des dividendes d'un montant de 65 millions de \$CA ont été déclarés et versés sur les actions ordinaires. Pour obtenir de plus amples renseignements sur les titres et les actions de la banque, y compris certaines restrictions à l'égard des distributions à verser se rapportant aux HSBC HaTS, il y a lieu de consulter les notes 11 et 13 du Rapport et états financiers annuels de 2009.

Les dates d'inscription et de versement des dividendes sur les actions privilégiées de la banque pour le reste de 2010, sous réserve de l'approbation du conseil d'administration, sont les suivantes :

| 2010 | |
|---------------------------|--------------------------|
| <u>Date d'inscription</u> | <u>Date de versement</u> |
| 15 septembre | 30 septembre |
| 15 décembre | 31 décembre |

En 2010, la dernière date de versement des distributions se rapportant aux HSBC HaTS^{MC} est le 31 décembre 2010.

Autres renseignements (suite)

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

Un cadre de gouvernance financière rigoureux et complet a été instauré à la banque et à ses filiales, tant à l'échelle de la direction que du conseil. Chaque année, se trouve dans le Rapport et états financiers annuels une déclaration signée par le chef de la direction et le chef des finances faisant état de la responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière présentée dans le rapport. Des attestations, signées par le chef de la direction et le chef des finances, ont été déposées auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières en mars 2010, au dépôt du Rapport et états financiers annuels ainsi que d'autres documents d'information annuels. Dans ces documents, conformément au Règlement 52-109 (Attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs), le chef de la direction et le chef des finances attestent de la pertinence de l'information financière présentée dans les documents annuels déposés, de la conception et de l'efficacité des procédures et des contrôles à l'égard de cette information de même que de la conception et de l'efficacité des contrôles internes de l'information financière, pour donner une assurance raisonnable concernant la fiabilité de l'information financière produite conformément aux PCGR. Le chef de la direction et le chef des finances de la banque attestent de la pertinence de l'information financière présentée dans les documents intermédiaires déposés auprès des organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières, y compris le rapport de gestion et les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour le trimestre terminé le 30 juin 2010, et certifient être responsables de la conception et de la mise à jour des contrôles et des procédures de présentation de l'information et des contrôles internes de l'information financière pour donner une assurance raisonnable concernant la fiabilité de l'information financière produite conformément aux PCGR. Il n'y a eu aucun changement dans les contrôles internes de l'information financière au cours du trimestre terminé le 30 juin 2010 qui aurait pu avoir une incidence notable sur le contrôle interne de l'information financière.

Tout comme au cours des trimestres précédents, le comité de vérification de la banque a révisé ce document, y compris les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés connexes, et l'a approuvé avant sa publication.

Dans le rapport de gestion du Rapport et états financiers annuels de 2009 de la banque on trouve un rapport complet sur ses activités, ses stratégies et ses objectifs que l'on peut consulter sur le site Internet de la banque à l'adresse www.hsbc.ca. Les lecteurs sont également invités à visiter le site pour obtenir des informations financières trimestrielles supplémentaires.

Documents réglementaires

Les documents d'information continue de la banque, y compris les documents intermédiaires et annuels, sont disponibles sur le site de la banque à www.hsbc.ca et sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à www.sedar.com.

Mise en garde concernant les renseignements financiers prospectifs

Ce document peut contenir des prévisions sur les activités et les résultats financiers de la banque. Les opérations de la banque étant soumises à un certain nombre de risques et d'incertitudes, les résultats réels pourraient différer des résultats prévus. Parmi les facteurs qui pourraient causer ces différences figurent de nouvelles normes réglementaires, des modifications législatives, des changements d'ordre technologique, l'évolution des marchés financiers internationaux, des modifications dans les politiques monétaires et économiques des gouvernements, les fluctuations des taux d'intérêt et de change, l'inflation et les conditions économiques générales dans les régions où la banque est présente. De plus, l'industrie bancaire canadienne étant un milieu très concurrentiel, les pressions exercées sur les taux et la marge nette d'intérêts de la banque peuvent être dues aux seules mesures prises individuellement par les banques. Les fluctuations économiques peuvent également influencer les marchés boursiers et des changes et, par conséquent, les revenus de la banque. La liste de facteurs énumérés ci-dessus n'est pas nécessairement exhaustive et d'autres incertitudes et facteurs de risque pourraient également avoir des répercussions sur la situation et les résultats financiers de la banque.

Autres renseignements (suite)

Mesures conformes ou non conformes aux PCGR utilisées dans le rapport de gestion

Pour mesurer son rendement, la banque recourt à diverses mesures conformes ou non conformes aux PCGR. Les organismes de réglementation des valeurs mobilières exigent que les entreprises incluent une mise en garde à l'intention des lecteurs sur la possibilité que le bénéfice et d'autres mesures non conformes aux PCGR ne soient visés par aucune définition normalisée et prescrite par les PCGR. Le bénéfice et les autres mesures peuvent donc ne pas se prêter à une comparaison avec des mesures nommées de la même façon et présentées par d'autres émetteurs. Diverses mesures, conformes ou non aux PCGR, que la direction suit régulièrement, sont présentées ci-après afin de préciser l'origine de chaque mesure.

Rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires – Le rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires est calculé à l'aide des soldes de fin de mois des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires durant la période.

Rendement de l'actif moyen – Le rendement de l'actif moyen est calculé à l'aide des soldes moyens quotidiens de la période.

Marge nette d'intérêts – Calculée en divisant le revenu net d'intérêts par l'actif moyen produisant un revenu d'intérêts. L'actif moyen produisant un revenu d'intérêts est calculé à l'aide des soldes moyens quotidiens de la période.

Ratio d'efficacité – Calculé en divisant les frais autres que d'intérêts par le total des revenus.

Ratio du revenu autre que d'intérêts au revenu total – Calculé en divisant le revenu autre que d'intérêts par le total des revenus.

Soldes moyens – Les soldes moyens de l'actif, des prêts et des dépôts sont calculés en utilisant les soldes moyens quotidiens de la période. Les capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires sont calculés en utilisant les soldes de fin de mois des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de la période.

Résumé trimestriel des états condensés des résultats (non vérifié)

| Montants en millions de \$CA (sauf les montants par action) | Trimestres terminés les | | | | | | | |
|--|-------------------------|-----------------|---------------------|----------------------|-----------------|-----------------|---------------------|----------------------|
| | 30 juin 2010 | 31 mars 2010 | 31 décembre 2009 | 30 septembre 2009 | 30 juin 2009 | 31 mars 2009 | 31 décembre 2008 | 30 septembre 2008 |
| Revenu net d'intérêts | 393 \$ | 380 \$ | 393 \$ | 368 \$ | 368 \$ | 350 \$ | 375 \$ | 421 \$ |
| Revenu autre que d'intérêts | 271 | 166 | 309 | 222 | 289 | 277 | 249 | 202 |
| Total des revenus | 664 | 546 | 702 | 590 | 657 | 627 | 624 | 623 |
| Frais autres que d'intérêts | 353 | 335 | 334 | 323 | 341 | 325 | 321 | 345 |
| Bénéfice d'exploitation net | 311 | 211 | 368 | 267 | 316 | 302 | 303 | 278 |
| Dotations à la provision pour créances irrécouvrables | 66 | 63 | 131 | 97 | 126 | 161 | 136 | 86 |
| Bénéfice avant les postes suivants | 245 | 148 | 237 | 170 | 190 | 141 | 167 | 192 |
| Provision pour impôts sur les bénéfices | 71 | 43 | 66 | 48 | 54 | 39 | 38 | 62 |
| Participation sans contrôle dans le bénéfice de la fiducie | 7 | 6 | 7 | 6 | 7 | 6 | 7 | 6 |
| Bénéfice net | 167 \$ | 99 \$ | 164 \$ | 116 \$ | 129 \$ | 96 \$ | 122 \$ | 124 \$ |
| Dividendes sur les actions privilégiées | 15 | 15 | 16 | 15 | 15 | 11 | 7 | 4 |
| Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires | 152 \$ | 84 \$ | 148 \$ | 101 \$ | 114 \$ | 85 \$ | 115 \$ | 120 \$ |
| Bénéfice de base par action (\$CA) | 0,30 | 0,17 | 0,30 | 0,20 | 0,23 | 0,17 | 0,22 | 0,23 |

Les tendances trimestrielles au chapitre des produits et des charges sont présentées en détail à la page 12 du Rapport et états financiers annuels de 2009.

Revue des résultats par groupe de clients

Services financiers aux particuliers

Le bénéfice avant la provision pour impôts et la participation sans contrôle dans le bénéfice de la fiducie pour le deuxième trimestre de 2010 s'est élevé à 8 millions de \$CA, comparativement à 6 millions de \$CA pour la même période en 2009, soit une hausse de 2 millions de \$CA. Le revenu net d'intérêts a diminué de 15 millions de \$CA, en raison essentiellement de l'accroissement des différentiels de taux sur les soldes des dépôts des particuliers et du transfert de fonds de dépôts à terme à des actifs sous gestion. Le revenu autre que d'intérêts a augmenté de 22 millions de \$CA, ce qui s'explique par le recouvrement de pertes sur le PCAA non bancaire à hauteur de 7 millions de \$CA qui avaient été comptabilisées par le passé, la hausse des revenus tirés des services de gestion de patrimoine due à la croissance des ventes et l'intensification de l'activité sur les marchés boursiers, le tout contrebalancé par une augmentation de l'évaluation du PCAA non bancaire comptabilisée en 2009. Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 4 millions de \$CA en raison, surtout, de la hausse des salaires relative à la croissance des commissions attribuable à celle des revenus variables du secteur des valeurs mobilières, d'une augmentation des incitatifs de la société et d'une progression des frais liés à la résiliation de contrats relatifs à du matériel. L'augmentation des frais autres que d'intérêts a été en partie contrebalancée par la baisse des indemnités de départ, certains recouvrements pour impôts indirects et les mesures de contrôle des coûts. La dotation à la provision pour créances irrécouvrables a augmenté de 1 million de \$CA, ce qui s'explique par la hausse des pertes de valeur générales pour l'exercice à l'étude.

Le bénéfice avant la provision pour impôts et la participation sans contrôle dans le bénéfice de la fiducie s'est élevé à 8 millions de \$CA, comparativement à 23 millions de \$CA pour celui du premier trimestre de 2010, soit un recul de 15 millions de \$CA. Bien que le revenu net d'intérêts soit demeuré stable, la hausse des volumes des dépôts à préavis des particuliers a été contrebalancée par la baisse des volumes de dépôts à taux fixe des particuliers puisque des fonds ont été transférés de dépôts à terme à des actifs sous gestion. Le revenu autre que d'intérêts a diminué de 14 millions de \$CA, en raison principalement de la baisse du revenu de titrisation et du recul du volume d'opérations des clients attribuable au ralentissement de l'activité sur les marchés. Cette diminution a été atténuée par le recouvrement, à hauteur de 7 millions de \$CA, de pertes sur le PCAA non bancaire qui avaient été comptabilisées par le passé, la hausse des revenus tirés des services de gestion de patrimoine due à la croissance des ventes et la progression des revenus tirés des services internationaux aux immigrants investisseurs. Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 4 millions de \$CA, ce qui s'explique en grande partie par la hausse des indemnités de départ, des incitatifs de la société et des frais liés à la résiliation de certains contrats relatifs au matériel. L'augmentation des frais autres que d'intérêts a été en partie contrebalancée par la baisse des frais de marketing et des taxes d'affaires et par les autres mesures de contrôle des coûts. La dotation à la provision pour créances irrécouvrables a affiché une baisse de 3 millions de \$CA qui est attribuable à la diminution des pertes de valeur générales pour le trimestre à l'étude.

Le bénéfice avant la provision pour impôts et la participation sans contrôle dans le bénéfice de la fiducie pour le semestre s'est élevé à 31 millions de \$CA, comparativement à 9 millions de \$CA pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une hausse de 22 millions de \$CA. Le revenu net d'intérêts a diminué de 19 millions de \$CA en raison du rétrécissement constant du différentiel de taux sur les dépôts de détail, qui s'explique par les fortes pressions exercées sur les taux par la concurrence, et des transferts de fonds de dépôts à terme à des actifs sous gestion. Cette diminution a été en partie compensée par la croissance des produits comme les prêts personnels à taux variable, les prêts hypothécaires résidentiels et les comptes d'épargne HSBC Advance. Le revenu autre que d'intérêts a augmenté de 53 millions de \$CA, en raison essentiellement de la hausse des revenus tirés des services de gestion de patrimoine due à la croissance des ventes et à l'intensification de l'activité sur les marchés qui s'est traduite par une progression du volume d'opérations des clients, alors qu'en 2009, le revenu autre que d'intérêts tenait compte de l'incidence défavorable d'une perte éventuelle. Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 16 millions de \$CA, ce qui s'explique principalement par la hausse des coûts du personnel et des incitatifs, des frais liés à la résiliation de certains contrats relatifs au matériel et des frais de marketing et par certains recouvrements d'impôts indirects réalisés au cours de l'exercice précédent. L'augmentation des frais autres que d'intérêts a été en partie contrebalancée par la baisse des indemnités de départ et les mesures de contrôle des coûts. La dotation à la provision pour créances irrécouvrables a diminué de 4 millions de \$CA, et ce, malgré une hausse des pertes de valeur générales pour l'exercice à l'étude, celle-ci ayant été contrebalancée par les dotations aux provisions relatives au PCAA non bancaire inscrites en 2009.

Services aux entreprises

Le bénéfice avant la provision pour impôts et la participation sans contrôle dans le bénéfice de la fiducie pour le deuxième trimestre de 2010 s'est élevé à 145 millions de \$CA, comparativement à 93 millions de \$CA pour la même période en 2009, soit une hausse de 52 millions de \$CA, ou 55,9 %. Le revenu net d'intérêts a augmenté de 20 millions de \$CA, en raison des marges nettes d'intérêts plus élevées et de la croissance des dépôts commerciaux, contrebalancées en partie par le recul du volume des prêts. Le revenu autre que d'intérêts a augmenté de 22 millions de \$CA grâce à la croissance des commissions sur les acceptations bancaires attribuable aux révisions de taux et au recouvrement, à hauteur de 7 millions de \$CA, de pertes sur le PCAA non bancaire qui avaient été comptabilisées par le passé, le tout étant contrebalancé par la hausse de l'évaluation du PCAA non bancaire comptabilisée en 2009. Les frais autres que d'intérêts ont affiché une hausse de 13 millions de \$CA en raison de l'augmentation des frais de marketing et des coûts liés au réseau de succursales, partiellement compensée par la baisse de la charge d'impôts sur le capital. La dotation à la provision pour créances irrécouvrables a diminué de 23 millions de \$CA, ce qui s'explique par la baisse des dotations aux provisions des secteurs de la fabrication, de l'exportation et des services.

Revue des résultats par groupe de clients (suite)

Le bénéfice avant la provision pour impôts et la participation sans contrôle dans le bénéfice de la fiducie pour le deuxième trimestre de 2010 s'est élevé à 145 millions de \$CA, soit une baisse de 10 millions de \$CA, ou 6,5 %, par rapport à celui du premier trimestre de 2010. Le revenu net d'intérêts a diminué de 4 millions de \$CA en raison de la réduction du volume des prêts et du rétrécissement des marges sur les prêts, étant donné le rétrécissement du différentiel de taux entre le taux préférentiel et le taux sur les acceptations bancaires. Cette diminution a été en partie compensée par la croissance du volume des dépôts. Le revenu autre que d'intérêts a augmenté de 12 millions de \$CA grâce à la hausse des commissions sur les acceptations bancaires et au recouvrement de pertes sur le PCAA non bancaire. Les frais autres que d'intérêts se sont accrues de 10 millions de \$CA par rapport à ceux du trimestre précédent, ce qui est attribuable à la croissance de la rémunération du personnel et des incitatifs ainsi que des frais liés aux technologies de l'information. Les dotations aux provisions pour créances irrécouvrables ont affiché une hausse de 8 millions de \$CA qui s'explique par l'augmentation des dotations aux provisions spécifiques dans les secteurs de l'immobilier et de l'hôtellerie, en partie compensée par les réductions dans les secteurs du commerce, de la fabrication et de l'énergie.

Pour le premier semestre de l'exercice, le bénéfice avant la provision pour impôts et la participation sans contrôle dans le bénéfice de la fiducie s'est élevé à 300 millions de \$CA, contre 187 millions de \$CA pour celui de la période correspondante de l'exercice précédent, soit une hausse de 113 millions de \$CA, ou 60,4 %. Le revenu net d'intérêts a augmenté de 32 millions de \$CA en raison de l'accroissement des marges sur les prêts et de la croissance des dépôts commerciaux, contrebalancés en partie par la réduction du volume des prêts. Le revenu autre que d'intérêts a augmenté de 32 millions de \$CA par rapport à celui du dernier exercice en raison d'une hausse des commissions sur les acceptations bancaires, des commissions sur les opérations de change et d'un recouvrement, à hauteur de 7 millions de \$CA, de pertes sur le PCAA non bancaire qui avaient été comptabilisées par le passé. Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 11 millions de \$CA par rapport à ceux de l'exercice précédent, ce qui s'explique par la hausse des coûts liés au réseau de succursales et à la croissance des frais de marketing, en partie compensés par la baisse de la charge d'impôts sur le capital. Les dotations aux provisions pour créances irrécouvrables ont diminué de 60 millions de \$CA, ce qui est attribuable à la baisse des dotations aux provisions des secteurs de la fabrication, de l'exportation et des services.

Services bancaires internationaux et marchés

Le bénéfice avant la provision pour impôts et la participation sans contrôle dans le bénéfice de la fiducie pour le deuxième trimestre de 2010 s'est élevé à 68 millions de \$CA, une baisse de 40 millions de \$CA par rapport à celui de la même période en 2009. Le revenu net d'intérêts a augmenté de 39 millions de \$CA par rapport à celui du deuxième trimestre de 2009, en raison de la réduction des coûts de financement et des liquidités et de l'incidence favorable de la stabilité des taux d'intérêt. Le revenu autre que d'intérêts a diminué de 75 millions de \$CA, ce qui s'explique principalement par la baisse du revenu de négociation. Cette diminution résulte principalement de l'incidence des pertes découlant de l'évaluation à la valeur de marché enregistrées sur les dérivés sur taux d'intérêt utilisés comme couvertures économiques et des pertes de conversion constatées à l'égard du financement en dollars américains de titres disponibles à la vente libellés dans cette monnaie, en partie compensés par la réduction de l'incidence négative de l'inefficacité de couvertures. Par ailleurs, le deuxième trimestre de 2009 comprenait des gains plus importants sur la vente de titres disponibles à la vente.

Le bénéfice avant la provision pour impôts et la participation sans contrôle dans le bénéfice de la fiducie pour le deuxième trimestre de 2010 s'est élevé à 68 millions de \$CA, soit une hausse de 112 millions de \$CA par rapport à celui du premier trimestre de 2010. Le revenu net d'intérêts a augmenté de 14 millions de \$CA en raison de la hausse des taux d'intérêt, qui a entraîné celle des marges nettes d'intérêts. Le revenu autre que d'intérêts a affiché une hausse de 102 millions de \$CA en regard de celui du trimestre précédent, ce qui est essentiellement attribuable à l'augmentation du revenu de négociation. Cette hausse découle principalement de la réduction de l'incidence négative de l'inefficacité de couvertures et de l'incidence des pertes découlant de l'évaluation à la valeur de marché enregistrées sur les dérivés sur taux d'intérêt utilisés comme couvertures économiques ainsi que de l'augmentation du revenu de négociation de base, le tout étant en partie contrebalancé par des pertes de conversion constatées à l'égard du financement en dollars américains de titres disponibles à la vente libellés dans cette monnaie.

Pour le premier semestre, le bénéfice avant la provision pour impôts et la participation sans contrôle dans le bénéfice de la fiducie s'est élevé à 24 millions de \$CA, une baisse de 142 millions de \$CA par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent. Le revenu net d'intérêts a augmenté de 83 millions de \$CA par rapport à celui de l'exercice précédent en raison de la réduction des coûts de financement et des liquidités et de l'incidence favorable de la stabilité des taux d'intérêt. Le revenu autre que d'intérêts a diminué de 227 millions de \$CA par suite d'une baisse du revenu de négociation. Cette diminution résulte principalement de l'incidence des pertes découlant de l'évaluation à la valeur de marché enregistrées sur les dérivés sur taux d'intérêt utilisés comme couvertures économiques et des pertes de conversion constatées à l'égard du financement en dollars américains de titres disponibles à la vente libellés dans cette monnaie. De plus, il y a eu une réduction des gains sur la vente de titres disponibles à la vente. Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 9 millions de \$CA, ce qui s'explique par une hausse des coûts des services de soutien. Les dotations aux provisions pour créances irrécouvrables ont diminué de 11 millions de \$CA, ce qui s'explique par une dotation à la provision relative à l'exposition au PCAA non bancaire qui avait été inscrite à l'exercice 2009.

Revue des résultats par groupe de clients (suite)

Crédit à la consommation

Le bénéfice avant la provision pour impôts pour le deuxième trimestre de 2010 s'est élevé à 24 millions de \$CA, comparativement à une perte de 17 millions de \$CA pour la même période en 2009. Le revenu net d'intérêts a diminué de 19 millions de \$CA en raison de la baisse des créances attribuable à la réduction du nombre de nouveaux prêts qui découle des décisions de resserrer le crédit, cette diminution ayant été partiellement compensée par une baisse des coûts de financement. Le revenu autre que d'intérêts a augmenté de 13 millions de \$CA, ce qui s'explique en grande partie par la comptabilisation de 5 millions de \$CA découlant de la vente, en 2010, de certaines rentes d'assurance, par l'inscription d'une perte de valeur durable de 6 millions de \$CA relativement à certains titres adossés à des créances hypothécaires disponibles à la vente en 2009 et l'incidence de la variation des différentiels de taux sur la juste valeur de la dette de la banque, ce qui a donné lieu à la constatation d'un crédit dans les résultats de la période à l'étude, alors qu'une charge avait été inscrite pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les frais autres que d'intérêts ont légèrement diminué par rapport à ceux de la période comparative, lesquels comprennent une charge de restructuration de 6 millions de \$CA liée à la fermeture de succursales. La dotation à la provision pour créances irrécouvrables a diminué de 38 millions de \$CA comparativement à celle de la période comparative, en raison de la baisse des prêts en souffrance découlant de l'amélioration des conditions économiques, des investissements dans les processus de recouvrement du crédit et des décisions de resserrer le crédit.

Le bénéfice avant la provision pour impôts pour le deuxième trimestre de 2010 s'est élevé à 24 millions de \$CA, soit une hausse de 10 millions de \$CA comparativement à celui du premier trimestre de 2010. Le revenu net d'intérêts a légèrement augmenté. Le revenu autre que d'intérêts a progressé en raison, principalement, de la vente de rentes d'assurance au deuxième trimestre. Les frais autres que d'intérêts ont à peine changé alors que les dotations aux provisions pour créances irrécouvrables ont légèrement diminué au deuxième trimestre, une diminution qui est attribuable à la réduction des prêts en souffrance par rapport à celle de la période comparative.

Le bénéfice avant la provision pour impôts s'est élevé à 38 millions de \$CA pour le premier semestre de l'exercice, alors qu'une perte de 31 millions de \$CA avait été enregistrée en 2009. Le revenu net d'intérêts a diminué de 41 millions de \$CA en raison de la baisse des créances. Le revenu autre que d'intérêts a augmenté de 13 millions de \$CA en raison de la vente de certaines rentes d'assurance en 2010, de la perte de valeur durable relative à des titres adossés à des créances hypothécaires disponibles à la vente comptabilisée en 2009 et de l'incidence de la variation des différentiels de taux sur la juste valeur de la dette de la banque, ce qui a donné lieu à la constatation d'un crédit dans les résultats de l'exercice à l'étude, alors qu'une charge avait été inscrite en 2009. Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 14 millions de \$CA par rapport à ceux de la période comparative. Compte non tenu de la charge de restructuration de 2009 dont il est question ci-dessus, les frais autres que d'intérêts ont diminué de 8 millions de \$CA en raison de la réduction du réseau de succursales ainsi que des autres mesures de contrôle des coûts. La dotation à la provision pour créances irrécouvrables a diminué de 83 millions de \$CA, ce qui s'explique par la réduction des prêts en souffrance en 2010 par rapport à la période comparative.

Transition vers les Normes internationales d'information financière (« IFRS »)

Comme elle l'a déjà annoncé, la banque adoptera les IFRS à compter du 1^{er} janvier 2011 et elle dressera ses états financiers conformément à ces normes à compter de cette date.

La HSBC Holdings, société mère de la banque, a adopté les IFRS en 2005. Depuis, la banque présente ses résultats en s'appuyant sur les IFRS aux fins de leur inclusion dans les états financiers consolidés du Groupe HSBC.

Comme l'autorisent les IFRS, elle a décidé d'harmoniser les résultats établis selon les IFRS et publiés localement avec ceux qu'elle présentera à des fins internes à sa société mère en vue de leur inclusion dans les états financiers consolidés de cette dernière. En plus de l'harmonisation des résultats présentés, elle tentera de concilier, si possible, ses conventions comptables et celles utilisées par le Groupe HSBC dans le monde entier.

Une présentation des principaux éléments du plan de mise en œuvre de la banque est présentée aux pages 19 et 20 du Rapport et états financiers annuels de 2009. Elle porte notamment sur la structure de gouvernance du projet, la stratégie de mise en application, l'incidence prévue de la transition vers les IFRS et les changements futurs prévus aux IFRS. Une mise à jour sur l'état d'avancement du plan de mise en œuvre des IFRS et sur les autres répercussions prévues de la transition vers les IFRS est fournie ci-dessous.

Aperçu

Le plan de mise en œuvre des IFRS de la banque progresse selon les prévisions. En 2009, la banque a parachevé l'évaluation détaillée des différences comptables entre les PCGR du Canada et les IFRS et n'a relevé aucun écart comptable important qui n'était pas déjà traité par ses processus et systèmes actuels. Toutefois, la banque continue d'analyser chaque norme IFRS applicable pour s'assurer que toutes les différences éventuelles sont repérées. La préparation du bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2010 selon les IFRS est presque terminée. La banque a également commencé les préparatifs en vue d'établir des chiffres comparatifs de 2010 et de compiler les informations à fournir en vue de la présentation de l'information financière selon les IFRS en 2011 qui seront revus par les vérificateurs de la banque. La direction est d'avis qu'elle a prévu suffisamment de ressources pour réaliser efficacement la transition.

Expertise en présentation de l'information financière

Comme la banque présente déjà ses résultats financiers conformément aux IFRS en vue de leur inclusion dans les résultats consolidés du Groupe HSBC, plusieurs membres de son personnel comptable ont déjà une grande expérience de leur application. Elle peut aussi compter sur une importante équipe d'experts en conventions comptables et sur d'autres ressources du Groupe HSBC, au besoin. La banque a conçu un plan de formation pour diffuser les connaissances sur les IFRS dans l'ensemble de l'organisation canadienne à l'aide d'outils de formation externes et internes. Elle a atteint ses objectifs de formation pour le premier semestre de 2010 et prévoit faire de la formation supplémentaire au cours du second semestre de l'exercice.

Incidence prévue des IFRS sur la présentation de l'information financière et sur les conventions comptables

La banque a présenté l'incidence qualitative de la plupart des éléments importants dans son Rapport et états financiers annuels de 2009. Elle a repéré les éléments qui auraient une incidence sur la présentation des résultats financiers selon les IFRS et ceux qui seraient touchés par l'harmonisation des conventions comptables de la banque avec celles de sa société mère. La banque prévoit divulguer les conséquences financières quantitatives qu'aura, relativement à ces éléments, le passage aux IFRS lorsqu'elle aura parachevé l'établissement, conformément à ces normes, de ses bilans consolidés d'ouverture au 1^{er} janvier 2010 et qu'elle aura passé en revue tous ces éléments avec ses vérificateurs.

Transition vers les Normes internationales d'information financière **(« IFRS ») (suite)**

Stratégies de couverture et dérivés

En vertu des PCGR du Canada et des IFRS, la banque emploie des stratégies de couverture et constitue une documentation formelle concernant les relations de couverture. La plupart des relations de couverture de la banque qui sont admissibles à la comptabilité de couverture aux termes des PCGR du Canada sont aussi admissibles à la comptabilité de couverture aux termes des IFRS. Par ailleurs, au cours d'exercices antérieurs, la banque a déjà formellement désigné les relations de couverture qui sont admissibles à la comptabilité de couverture selon les IFRS, mais qui ne le sont pas selon les PCGR du Canada existants. Elle prévoit continuer à le faire en vue de la communication de l'information financière à l'échelle locale. Cependant, certaines opérations de swap de taux d'intérêt en lien avec ses programmes de titrisation, qui sont compabilisées à la juste valeur aux termes des PCGR du Canada et qui occasionnent une grande volatilité des résultats présentés au Canada n'ont pas à être comptabilisées aux termes des IFRS, puisque conformément à celles-ci, les prêts titrisés ne sont pas décomptabilisés.

Comptabilisation de l'écart d'acquisition lors de regroupements d'entreprises

Par suite de sa décision d'harmoniser les résultats établis selon les IFRS et publiés localement avec ceux présentés à des fins internes à sa société mère, la banque a choisi de ne pas retraiter les regroupements d'entreprises passés. Par conséquent, les regroupements d'entreprises ayant déjà eu lieu continueront d'être comptabilisés selon les IFRS de la même manière que lorsque l'information était transmise à la société mère. Pour certains de ces regroupements, la comptabilisation a été effectuée de façon différente, conformément aux PCGR du Canada, ce qui devrait entraîner certains ajustements aux capitaux propres lors de l'adoption des IFRS. Ces ajustements ne devraient pas être importants.

Incidence prévue des IFRS sur les exigences relatives à la suffisance du capital

Les organismes canadiens de réglementation des banques ont fourni certaines dispositions d'allègement pour répartir sur une base linéaire l'incidence des IFRS sur les bénéfices non répartis dans le calcul du capital réglementaire sur huit trimestres, du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2012. La banque doit prendre une décision irrévocable d'ici le 1^{er} janvier 2011 à savoir si elle souhaite bénéficier ou non de cette disposition. Des données préliminaires indiquent que les ratios de suffisance du capital de la banque ne seraient pas touchés de manière importante par le passage aux IFRS. La banque estime qu'au 1^{er} janvier 2010, le capital réglementaire total de la banque en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques, calculé selon les IFRS, aurait reculé légèrement. Il serait toutefois demeuré nettement supérieur à l'exigence minimale de 10 %.

Les actifs titrisés et vendus par l'intermédiaire des programmes commandités par la SCHL sont comptabilisés à titre d'emprunts garantis selon les IFRS, ce qui se traduit par une présentation de l'actif titrisé aux bilans consolidés. En plus de la disposition d'allègement dont il est question ci-dessus, les organismes canadiens de réglementation des banques autoriseront l'exclusion de tous les actifs titrisés et vendus par l'intermédiaire des programmes commandités par la SCHL avant le 1^{er} avril 2010 du calcul du coefficient actif/capital réglementaire. En date du 1^{er} janvier 2010, la banque estime que par suite de l'implantation des IFRS, le coefficient actif/capital réglementaire devrait demeurer bien au-dessus des objectifs internes existants, lesquels sont plus conservateurs que la mesure réglementaire du BSIF, soit un maximum de 20 fois. En outre, les règles d'allègement du BSIF pour la transition de certaines opérations de titrisation lors de l'adoption des IFRS n'auront qu'une incidence minimale sur le coefficient actif/capital réglementaire.

Incidence prévue des IFRS sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière et sur les contrôles et procédures de communication de l'information

Le contrôle interne actuellement en place à l'égard de l'information financière est adéquat et efficace pour fournir l'assurance raisonnable que les systèmes et processus de la banque permettent de produire de l'information fiable et que tous les renseignements importants relatifs à la banque en tant qu'émetteur sont présentés de manière appropriée. La société mère de la banque est assujettie à certaines exigences, notamment en vertu de la loi intitulée *Sarbanes-Oxley Act*, dont les exigences sont similaires ou, dans certains cas, excèdent les exigences réglementaires des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs). Puisqu'elle présente déjà ses résultats selon les IFRS en vue de leur inclusion dans les résultats financiers consolidés du Groupe HSBC sous réserve des exigences susmentionnées, la banque prévoit que ses contrôles internes existants à l'égard de l'information financière et sur les contrôles et procédures de communication de l'information seront toujours efficaces pour la présentation selon les IFRS au Canada.

Transition vers les Normes internationales d'information financière **(« IFRS ») (suite)**

Incidence prévue sur les activités commerciales

La banque utilise à des fins de gestion interne ses résultats établis selon les IFRS pour leur présentation au Groupe HSBC. Le conseil d'administration de la banque passe en revue les états financiers de la banque dressés selon les IFRS et ceux préparés selon les PCGR du Canada. L'incidence prévue de l'adoption intégrale des IFRS sur les activités commerciales de la banque à des fins de présentation distincte ne devrait pas être importante. La transition vers les IFRS devrait avoir des répercussions sur le processus de gestion du capital de la banque. La banque a commencé à gérer ses besoins en matière de capital et les répercussions conformément aux exigences des IFRS en plus de celles des PCGR du Canada. La transition vers les IFRS devrait donc se traduire par l'élimination de certains dédoublements au chapitre des exigences de présentation de l'information.

Communication avec les investisseurs

La banque est une filiale en propriété exclusive indirecte et n'a pas d'action ordinaire détenue par des actionnaires externes. Ses tiers investisseurs se composent d'actionnaires privilégiés, de porteurs de titres de la Fiducie d'actifs HSBC Canada (HSBC HaTS^{MC}) et de détenteurs de sa dette subordonnée dont la principale préoccupation est le paiement des dividendes et des intérêts ainsi que le remboursement du capital investi aux dates prévues. La banque a l'intention de communiquer des renseignements sur l'incidence des IFRS sur ses résultats financiers dans son rapport aux actionnaires conformément aux normes sur les informations à fournir dans le cadre de la transition vers les IFRS et conformément aux organismes de réglementation des valeurs mobilières et des banques. Elle ne considère pas que la présentation de ses résultats et de sa situation financière selon les IFRS aura une incidence importante sur les tiers investisseurs. Par conséquent, aucune communication supplémentaire à des tiers investisseurs n'est prévue.

États consolidés des résultats (non vérifié)

| Montants en millions de \$CA (sauf les montants par action) | Trimestres terminés les | | | Semestres terminés les | |
|--|-------------------------|--------------|---------------|------------------------|---------------|
| | 30 juin | 31 mars | 30 juin | 30 juin | 30 juin |
| | 2010 | 2010 | 2009 | 2010 | 2009 |
| Revenu d'intérêts | | | | | |
| Prêts | 444 \$ | 440 \$ | 496 \$ | 884 \$ | 1 047 \$ |
| Valeurs mobilières | 70 | 68 | 68 | 138 | 136 |
| Dépôts auprès d'établissements financiers réglementés | 3 | 4 | 3 | 7 | 7 |
| | <u>517</u> | <u>512</u> | <u>567</u> | <u>1 029</u> | <u>1 190</u> |
| Frais d'intérêts | | | | | |
| Dépôts | 98 | 97 | 159 | 195 | 384 |
| Passifs de filiales portant intérêt, autres que les dépôts | 18 | 26 | 31 | 44 | 69 |
| Débitures | 8 | 9 | 9 | 17 | 19 |
| | <u>124</u> | <u>132</u> | <u>199</u> | <u>256</u> | <u>472</u> |
| Revenu net d'intérêts | <u>393</u> | <u>380</u> | <u>368</u> | <u>773</u> | <u>718</u> |
| Revenu autre que d'intérêts | | | | | |
| Frais de gestion – services de dépôt et de paiement | 28 | 27 | 27 | 55 | 54 |
| Commissions sur les facilités de crédit | 49 | 45 | 39 | 94 | 73 |
| Commissions sur les marchés financiers | 27 | 32 | 34 | 59 | 60 |
| Revenus tirés de la gestion de placements | 36 | 33 | 28 | 69 | 54 |
| Revenu de change | 13 | 11 | 9 | 24 | 19 |
| Revenus tirés des services de commerce international | 5 | 6 | 6 | 11 | 13 |
| Revenu de négociation | 46 | 20 | 48 | 66 | 89 |
| Gains sur des titres disponibles à la vente et d'autres titres | 6 | 3 | 22 | 9 | 22 |
| Revenu de titrisation | 12 | 38 | 4 | 50 | 39 |
| Autres | 74 | 63 | 58 | 137 | 94 |
| Autres gains (pertes) comptables découlant de l'évaluation à la valeur de marché, montant net | (25) | (112) | 14 | (137) | 49 |
| | <u>271</u> | <u>166</u> | <u>289</u> | <u>437</u> | <u>566</u> |
| Total des revenus | <u>664</u> | <u>546</u> | <u>657</u> | <u>1 210</u> | <u>1 284</u> |
| Frais autres que d'intérêts | | | | | |
| Salaires et avantages sociaux | 188 | 177 | 187 | 365 | 371 |
| Locaux et matériel | 47 | 42 | 45 | 89 | 87 |
| Autres | 118 | 116 | 109 | 234 | 208 |
| | <u>353</u> | <u>335</u> | <u>341</u> | <u>688</u> | <u>666</u> |
| Bénéfice d'exploitation net avant la dotation à la provision pour créances irrécouvrables | 311 | 211 | 316 | 522 | 618 |
| Dotation à la provision pour créances irrécouvrables | 66 | 63 | 126 | 129 | 287 |
| Bénéfice avant la provision pour impôts sur les bénéfices et la participation sans contrôle dans le bénéfice de la fiducie | 245 | 148 | 190 | 393 | 331 |
| Provision pour impôts sur les bénéfices | 71 | 43 | 54 | 114 | 93 |
| Participation sans contrôle dans le bénéfice de la fiducie | 7 | 6 | 7 | 13 | 13 |
| Bénéfice net | <u>167 \$</u> | <u>99 \$</u> | <u>129 \$</u> | <u>266 \$</u> | <u>225 \$</u> |
| Dividendes sur les actions privilégiées | 15 | 15 | 15 | 30 | 26 |
| Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires | <u>152 \$</u> | <u>84 \$</u> | <u>114 \$</u> | <u>236 \$</u> | <u>199 \$</u> |
| Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers) | 498 668 | 498 668 | 498 668 | 498 668 | 498 668 |
| Bénéfice de base par action (\$CA) | 0,30 | 0,17 | 0,23 | 0,47 | 0,40 |

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires en font partie intégrante.

Bilans consolidés (non vérifié)

| <i>Montants en millions de \$CA</i> | <i>Au 30 juin 2010</i> | <i>Au 31 décembre 2009</i> | <i>Au 30 juin 2009</i> |
|---|----------------------------|--------------------------------|----------------------------|
| Actif | | | |
| Liquidités | | | |
| Encaisse et dépôts ne portant pas intérêt à la Banque du Canada et à d'autres banques | 588 \$ | 652 \$ | 688 \$ |
| Dépôts auprès d'établissements financiers réglementés | 1 222 | 1 245 | 1 322 |
| | 1 810 | 1 897 | 2 010 |
| Valeurs mobilières | | | |
| Titres disponibles à la vente | 13 276 | 12 682 | 10 866 |
| Titres détenus à des fins de transaction | 2 450 | 1 986 | 2 222 |
| Autres | 40 | 41 | 53 |
| | 15 766 | 14 709 | 13 141 |
| Valeurs mobilières achetées en vertu de conventions de revente | 8 374 | 8 496 | 6 211 |
| Prêts | | | |
| Prêts aux entreprises et aux administrations publiques | 17 926 | 18 442 | 20 401 |
| Prêts hypothécaires résidentiels | 11 566 | 11 359 | 11 580 |
| Prêts à la consommation | 2 777 | 3 199 | 3 494 |
| Autres prêts à la consommation | 5 988 | 5 742 | 5 617 |
| Provision pour créances irrécouvrables | (605) | (638) | (718) |
| | 37 652 | 38 104 | 40 374 |
| Autres | | | |
| Engagements de clients en contrepartie d'acceptations | 4 593 | 4 966 | 5 605 |
| Instruments dérivés | 1 349 | 1 100 | 1 419 |
| Terrains, immeubles et matériel | 125 | 142 | 121 |
| Autres éléments d'actif | 1 825 | 1 923 | 1 593 |
| | 7 892 | 8 131 | 8 738 |
| | 71 494 \$ | 71 337 \$ | 70 474 \$ |
| Passif et capitaux propres | | | |
| Dépôts | | | |
| Établissements financiers réglementés | 965 \$ | 754 \$ | 1 040 \$ |
| Particuliers | 21 642 | 21 578 | 22 036 |
| Entreprises et administrations publiques | 29 179 | 27 875 | 26 497 |
| | 51 786 | 50 207 | 49 573 |
| Autres | | | |
| Acceptations | 4 593 | 4 966 | 5 605 |
| Passifs de filiales portant intérêt, autres que les dépôts | 2 359 | 3 324 | 3 276 |
| Instruments dérivés | 1 030 | 897 | 1 088 |
| Valeurs mobilières vendues en vertu de conventions de rachat | 1 411 | 2 517 | 1 892 |
| Titres vendus à découvert | 1 572 | 1 148 | 925 |
| Autres éléments de passif | 3 055 | 2 650 | 2 548 |
| Participation sans contrôle dans la fiducie et une filiale | 430 | 430 | 430 |
| | 14 450 | 15 932 | 15 764 |
| Débiteures subordonnées | 742 | 834 | 826 |
| Capitaux propres | | | |
| Capital-actions | | | |
| Actions privilégiées | 946 | 946 | 946 |
| Actions ordinaires | 1 225 | 1 225 | 1 225 |
| Surplus d'apport | 10 | 7 | 2 |
| Bénéfices non répartis | 2 209 | 2 113 | 2 004 |
| Cumul des autres éléments du résultat étendu | 126 | 73 | 134 |
| | 4 516 | 4 364 | 4 311 |
| Total du passif et des capitaux propres | 71 494 \$ | 71 337 \$ | 70 474 \$ |

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires en font partie intégrante.

États consolidés de la variation des capitaux propres (non vérifié)

| Montants en millions de \$CA | Trimestres terminés les | | | Semestres terminés les | |
|--|-------------------------|-----------------|-----------------|------------------------|-----------------|
| | 30 juin 2010 | 31 mars 2010 | 30 juin 2009 | 30 juin 2010 | 30 juin 2009 |
| Actions privilégiées | | | | | |
| Solde au début de la période | 946 \$ | 946 \$ | 696 \$ | 946 \$ | 696 \$ |
| Émises | – | – | 250 | – | 250 |
| Solde à la fin de la période | 946 | 946 | 946 | 946 | 946 |
| Actions ordinaires | | | | | |
| Solde au début de la période et à la fin de la période | 1 225 | 1 225 | 1 225 | 1 225 | 1 225 |
| Surplus d'apport | | | | | |
| Solde au début de la période | 9 | 7 | 1 | 7 | – |
| Rémunération à base d'actions | 1 | 2 | 1 | 3 | 2 |
| Solde à la fin de la période | 10 | 9 | 2 | 10 | 2 |
| Bénéfices non répartis | | | | | |
| Solde au début de la période | 2 122 | 2 113 | 1 965 | 2 113 | 1 950 |
| Bénéfice net de la période | 167 | 99 | 129 | 266 | 225 |
| Dividendes sur les actions privilégiées | (15) | (15) | (15) | (30) | (26) |
| Dividendes sur les actions ordinaires | (65) | (75) | (70) | (140) | (140) |
| Frais d'émission d'actions | – | – | (5) | – | (5) |
| Solde à la fin de la période | 2 209 | 2 122 | 2 004 | 2 209 | 2 004 |
| Cumul des autres éléments du résultat étendu – titres disponibles à la vente | | | | | |
| Solde au début de la période | (54) | (25) | 114 | (25) | 85 |
| Variation nette des gains (pertes) non réalisé(e)s sur les titres disponibles à la vente, déduction faite des impôts sur les bénéfices | 65 | (29) | (109) | 36 | (80) |
| Solde à la fin de la période | 11 | (54) | 5 | 11 | 5 |
| Cumul des autres éléments du résultat étendu – couvertures des flux de trésorerie | | | | | |
| Solde au début de la période | 76 | 98 | 188 | 98 | 197 |
| Variations nettes des couvertures de flux de trésorerie, déduction faite des impôts sur les bénéfices | 39 | (22) | (59) | 17 | (68) |
| Solde à la fin de la période | 115 | 76 | 129 | 115 | 129 |
| Total du cumul des autres éléments du résultat étendu | 126 | 22 | 134 | 126 | 134 |
| Total des capitaux propres | 4 516 \$ | 4 324 \$ | 4 311 \$ | 4 516 \$ | 4 311 \$ |

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires en font partie intégrante.

États consolidés du résultat étendu (non vérifié)

| Montants en millions de \$CA | Trimestres terminés les | | | Semestres terminés les | |
|---|-------------------------|-----------------|-----------------|------------------------|-----------------|
| | 30 juin 2010 | 31 mars 2010 | 30 juin 2009 | 30 juin 2010 | 30 juin 2009 |
| Bénéfice net | 167 \$ | 99 \$ | 129 \$ | 266 \$ | 225 \$ |
| Autres éléments du résultat étendu sur les titres disponibles à la vente | | | | | |
| Gains nets (pertes nettes) non réalisé(e)s sur les variations de la juste valeur [déduction faite des impôts de 29 \$, de (10)\$, de (41)\$, de 19 \$ et de (29)\$] | 69 | (27) | (90) | 42 | (61) |
| Reclassement des gains réalisés au bénéfice [déduction faite des impôts de (2)\$, de (1)\$, de (9)\$, de (3)\$ et de (9)\$] | (4) | (2) | (19) | (6) | (19) |
| Solde à la fin de la période | 65 | (29) | (109) | 36 | (80) |
| Autres éléments du résultat étendu sur les couvertures des flux de trésorerie | | | | | |
| Gains (pertes) non réalisé(e)s sur les variations de la juste valeur [déduction faite des impôts de 16 \$, de (12)\$, de (26)\$, de 4 \$ et de (33)\$] | 39 | (22) | (59) | 17 | (68) |
| Résultat étendu pour les périodes | 271 \$ | 48 \$ | (39) \$ | 319 \$ | 77 \$ |

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires en font partie intégrante.

États consolidés des flux de trésorerie (non vérifié)

| Montants en millions de \$CA | Trimestres terminés les | | | Semestres terminés les | |
|--|-------------------------|-----------------|-----------------|------------------------|-----------------|
| | 30 juin 2010 | 31 mars 2010 | 30 juin 2009 | 30 juin 2010 | 30 juin 2009 |
| Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'exploitation | | | | | |
| Bénéfice net | 167 \$ | 99 \$ | 129 \$ | 266 \$ | 225 \$ |
| Ajustements au bénéfice net pour déterminer les liquidités nettes liées aux activités d'exploitation | | | | | |
| Amortissement | 15 | 13 | 2 | 28 | 12 |
| Dotation à la provision pour créances irrécouvrables | 66 | 63 | 126 | 129 | 287 |
| Dotation à la provision pour pertes de valeur des titres disponibles à la vente | – | – | 6 | – | 7 |
| Impôts futurs | (28) | 23 | (6) | (5) | (6) |
| Intérêts courus nets à recevoir et à payer | (48) | (7) | (4) | (55) | 23 |
| Titres de négociation | (233) | (231) | (406) | (464) | (1 143) |
| Instruments dérivés, montant net | (312) | 217 | 151 | (95) | 162 |
| Prêts hypothécaires vendus avec recours | 61 | 96 | 70 | 157 | 151 |
| Titres vendus à découvert | 499 | (75) | 334 | 424 | 294 |
| Autres, montant net | (44) | 346 | (493) | 302 | 29 |
| | 143 | 544 | (91) | 687 | 41 |
| Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement | | | | | |
| Dépôts (remboursés) reçus | 2 104 | (525) | (232) | 1 579 | (2 389) |
| Passifs de filiales portant intérêt, autres que les dépôts | (885) | (80) | (1 008) | (965) | (888) |
| Valeurs mobilières (achetées) vendues en vertu de conventions de rachat | (948) | (158) | 1 399 | (1 106) | 1 177 |
| Produit de l'émission d'actions privilégiées | – | – | 250 | – | 250 |
| Dividendes payés | (80) | (90) | (85) | (170) | (166) |
| | 191 | (853) | 324 | (662) | (2 016) |
| Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement | | | | | |
| Prêts remboursés (accordés), à l'exception des prêts titrisés | 203 | (933) | 1 350 | (730) | 1 552 |
| Produit de la titrisation de prêts | 361 | 1 295 | 352 | 1 656 | 1 668 |
| Achat de titres détenus à des fins autres que de transaction | (374) | (1 988) | (2 021) | (2 362) | (5 283) |
| Vente de titres détenus à des fins autres que de transaction | 206 | 112 | 881 | 318 | 990 |
| Titres détenus à des fins autres que de transaction arrivés à échéance | 456 | 440 | 1 507 | 896 | 2 741 |
| Valeurs mobilières achetées en vertu de conventions de revente | (1 280) | 1 402 | (2 141) | 122 | 471 |
| Variation nette des dépôts hors exploitation et autres dépôts auprès d'établissements financiers réglementés | 117 | (95) | 81 | 22 | 100 |
| Acquisition de terrains, d'immeubles et de matériel | 6 | (18) | – | (12) | (9) |
| | (305) | 215 | 9 | (90) | 2 230 |
| Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie | 29 | (94) | 242 | (65) | 255 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période | 545 | 639 | 433 | 639 | 420 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période | 574 | 545 | 675 | 574 | 675 |
| Composition | | | | | |
| Encaisse et dépôts ne portant pas intérêt à la Banque du Canada et à d'autres banques | 588 | 559 | 688 | 588 | 688 |
| Moins les dépôts hors exploitation auprès d'autres banques ¹⁾ | (14) | (14) | (13) | (14) | (13) |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période | 574 \$ | 545 \$ | 675 \$ | 574 \$ | 675 \$ |

1) Les dépôts hors exploitation sont principalement composés d'espèces soumises à des restrictions au titre du recours relatif aux opérations de titrisation.

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires en font partie intégrante.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (non vérifié)

À moins d'indication contraire, tous les montants tabulaires sont exprimés en millions de \$CA

La Banque HSBC Canada (la « banque ») est une filiale de la HSBC Holdings plc (la « société mère »). Dans les présents états financiers consolidés, le Groupe HSBC représente la société mère et ses filiales.

1. Règles de présentation

Les présents états financiers consolidés doivent être lus parallèlement au rapport de gestion et aux notes afférentes aux états financiers consolidés de la banque pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009, tels qu'ils figurent aux pages 26 à 41 et 50 à 100 du Rapport et états financiers annuels de 2009 de la banque. Les présents états financiers consolidés ont été établis selon les principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») du Canada et, à moins d'avis contraire, selon les mêmes conventions comptables et méthodes de calcul que celles utilisées pour dresser les états financiers consolidés de la banque pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009. Certains montants de périodes antérieures ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle qui a été adoptée pour la période à l'étude. Sauf indication contraire, tous les montants tabulaires sont exprimés en millions de \$CA.

La banque fournit des services ou conclut des opérations avec diverses autres entreprises du Groupe HSBC à l'égard de la prise en charge d'une partie des coûts de développement par les employés du Canada de certaines plateformes technologiques qui sont utilisées par la HSBC partout dans le monde. Au cours des périodes antérieures, la banque présentait le salaire et les autres coûts directs connexes relatifs à ces employés et le montant net du recouvrement de ces dépenses dans le poste Autres des frais autres que d'intérêts. À compter du premier trimestre de 2010, le montant brut des dépenses associées à ces opérations a été porté dans les catégories appropriées et les dépenses recouvrées ont été reclassées au poste Autres des revenus autres que d'intérêts. Les montants de périodes antérieures ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle qui a été adoptée pour l'exercice à l'étude. L'incidence du changement est la suivante :

| Montants en millions de \$CA | Trimestres terminés les | | | Semestres terminés les | |
|-------------------------------|-------------------------|-----------------|-----------------|------------------------|-----------------|
| | 30 juin 2010 | 31 mars 2010 | 30 juin 2009 | 30 juin 2010 | 30 juin 2009 |
| Revenu autre que d'intérêts | | | | | |
| Autres | 40 \$ | 38 \$ | 38 \$ | 78 \$ | 72 \$ |
| Frais autres que d'intérêts | | | | | |
| Salaires et avantages sociaux | 22 | 22 | 22 | 44 | 46 |
| Locaux et matériel | – | 1 | 2 | 1 | 3 |
| Autres | 18 | 15 | 14 | 33 | 23 |
| | 40 \$ | 38 \$ | 38 \$ | 78 \$ | 72 \$ |

2. Conventions comptables

Les conventions comptables n'ont pas changé depuis le 31 décembre 2009. Certains changements apportés au *Manuel de l'ICCA* relativement aux regroupements d'entreprises sont entrés en vigueur au premier trimestre de 2010, mais n'ont pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la banque.

Les changements à venir concernant la comptabilisation et la présentation de l'information sont présentés en détail à la page 62 du Rapport et états financiers annuels de 2009.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (non vérifié) (suite)

3. Valeurs mobilières

Papier commercial adossé à des actifs

Au cours du deuxième trimestre, la banque a cédé presque tout son papier commercial adossé à des actifs (« PCAA ») non bancaire, qui était auparavant comptabilisé dans les titres de négociation. La valeur comptable des avoirs restants se chiffre à environ 2 millions de \$CA.

4. Prêts

L'encours des prêts, déduction faite du revenu non gagné et des provisions pour créances irrécouvrables, se répartit comme suit :

| | Trimestre terminé le 30 juin 2010 | | | | Semestre terminé le 30 juin 2010 | |
|--|--|----------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------|----------------------------------|-----------|
| | Prêts aux entreprises et administrations publiques | Prêts hypothécaires résidentiels | Prêts à la consommation ²⁾ | Autres prêts à la consommation | Total | Total |
| Montant brut à la fin de la période | 17 926 \$ | 11 566 \$ | 2 777 \$ | 5 988 \$ | 38 257 \$ | 38 257 \$ |
| Provision spécifique au début de la période | 200 | 1 | – | – | 201 | 186 |
| Dotation à la provision pour créances irrécouvrables | 32 | 1 | – | – | 33 | 58 |
| Radiations, déduction faite des recouvrements | (39) | (1) | – | – | (40) | (50) |
| Provision spécifique à la fin de la période | 193 | 1 | – | – | 194 | 194 |
| Provision générale au début de la période | 217 | 2 | 180 | 33 | 432 | 452 |
| Dotation à la provision pour créances irrécouvrables | (1) | – | 29 | 5 | 33 | 71 |
| Radiations, déduction faite des recouvrements | 1 | – | (51) | (4) | (54) | (112) |
| Provision générale à la fin de la période | 217 | 2 | 158 | 34 | 411 | 411 |
| Total des provisions ¹⁾ | 410 | 3 | 158 | 34 | 605 | 605 |
| Montant net à la fin de la période | 17 516 \$ | 11 563 \$ | 2 619 \$ | 5 954 \$ | 37 652 \$ | 37 652 \$ |

| | Trimestre terminé le 30 juin 2009 | | | | Semestre terminé le 30 juin 2009 | |
|--|--|----------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------|----------------------------------|-----------|
| | Prêts aux entreprises et administrations publiques | Prêts hypothécaires résidentiels | Prêts à la consommation ²⁾ | Autres prêts à la consommation | Total | Total |
| Montant brut à la fin de la période | 20 401 \$ | 11 580 \$ | 3 494 \$ | 5 617 \$ | 41 092 \$ | 41 092 \$ |
| Provision spécifique au début de la période | 233 | 1 | – | – | 234 | 162 |
| Dotation à la provision pour créances irrécouvrables | 55 | – | – | – | 55 | 133 |
| Radiations, déduction faite des recouvrements | (51) | – | – | – | (51) | (57) |
| Provision spécifique à la fin de la période | 237 | 1 | – | – | 238 | 238 |
| Provision générale au début de la période | 234 | 1 | 216 | 24 | 475 | 453 |
| Dotation à la provision pour créances irrécouvrables | – | – | 67 | 4 | 71 | 154 |
| Radiations, déduction faite des recouvrements | – | – | (62) | (4) | (66) | (127) |
| Provision générale à la fin de la période | 234 | 1 | 221 | 24 | 480 | 480 |
| Total des provisions ¹⁾ | 471 | 2 | 221 | 24 | 718 | 718 |
| Montant net à la fin de la période | 19 930 \$ | 11 578 \$ | 3 273 \$ | 5 593 \$ | 40 374 \$ | 40 374 \$ |

1) Comprend une provision générale pour les clients qui peuvent utiliser des facilités au moyen d'emprunts ou d'acceptations directs.

2) La provision générale pour les prêts à la consommation a été établie à l'aide d'une méthode d'établissement des provisions collectives qui tient compte des dotations aux provisions d'un groupe de prêts homogènes spécifiquement déterminés comme douteux et d'une provision générale pour les pertes subies dans le reste du portefeuille. La provision générale ci-dessus comprend respectivement 98 millions de \$CA et 130 millions de \$CA au 30 juin 2010 et au 31 décembre 2009 pour les prêts douteux et 60 millions de \$CA et 71 millions de \$CA pour la dotation à la provision pour les pertes subies dans le reste du portefeuille.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (non vérifié) (suite)

5. Titrisation des prêts

a. Les activités de titrisation se présentent comme suit pour le deuxième trimestre de 2010 :

| | <i>Prêts hypothécaires résidentiels</i> |
|---|---|
| Nouvelles activités de titrisation | |
| Prêts titrisés et vendus | 362 \$ |
| Produit net en espèces reçu | 361 |
| Droits conservés relatifs aux intérêts futurs excédentaires | 15 |
| Passif de gestion conservé | 2 |
| Gain à la vente avant impôts | 12 |
| Hypothèses clés au moment la vente | |
| Taux de remboursement par anticipation | 18,00 % |
| Marge excédentaire | 1,65 % |
| Créances irrécouvrables prévues | 0,00 % |
| Taux d'actualisation | 2,53 % |

b. L'encours des prêts titrisés vendus à des tiers non apparentés et retirés des bilans consolidés se répartit comme suit :

| | <i>Au 30 juin 2010</i> | <i>Au 31 décembre 2009</i> |
|--|----------------------------|--------------------------------|
| Prêts hypothécaires résidentiels | | |
| Ordinaires | 484 \$ | 818 \$ |
| Titres adossés à des créances immobilières ¹⁾ | 7 246 \$ | 6 741 \$ |
| | 7 730 \$ | 7 559 \$ |

1) Exclut des prêts hypothécaires assurés de 54 millions de \$CA (648 millions de \$CA en 2009) qui ont été titrisés et conservés par la banque. Ces actifs sont classés comme titres disponibles à la vente.

6. Passifs financiers

Le tableau suivant présente des renseignements additionnels sur les passifs financiers désignés comme étant détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur :

| <i>Au 30 juin 2010</i> | | | |
|---|---------------------|---|---|
| <i>Montant contractuel à payer à l'échéance</i> | <i>Juste valeur</i> | <i>Gain cumulatif (perte cumulative) lié(e) à la juste valeur</i> | <i>Gain cumulatif (perte cumulative) lié(e) à la juste valeur attribuable au risque de crédit</i> |
| Dépôts | 781 \$ | 793 \$ | (12)\$ |
| Passifs de filiales portant intérêt, autres que les dépôts | - | - | - |
| Débiteures subordonnées | 400 | 409 | (9) |
| | 1 181 \$ | 1 202 \$ | (21)\$ |
| <i>Au 31 décembre 2009</i> | | | |
| <i>Montant contractuel à payer à l'échéance</i> | <i>Juste valeur</i> | <i>Gain cumulatif (perte cumulative) lié(e) à la juste valeur</i> | <i>Gain cumulatif (perte cumulative) lié(e) à la juste valeur attribuable au risque de crédit</i> |
| Dépôts | 784 \$ | 803 \$ | (19)\$ |
| Passifs de filiales portant intérêt, autres que les dépôts | 200 | 202 | (2) |
| Débiteures subordonnées | 400 | 402 | (2) |
| | 1 384 \$ | 1 407 \$ | (23)\$ |

Notes afférentes aux états financiers consolidés (non vérifié) (suite)

7. Capital-actions émis et actions en circulation

| | <i>Au 30 juin 2010</i> | | <i>Au 31 décembre 2009</i> | | <i>Au 30 juin 2009</i> | |
|-------------------------------------|------------------------|----------------|----------------------------|----------------|------------------------|----------------|
| | <i>Nombre</i> | <i>Montant</i> | <i>Nombre</i> | <i>Montant</i> | <i>Nombre</i> | <i>Montant</i> |
| Actions privilégiées de catégorie 1 | | | | | | |
| – Série C | 7 000 000 | 175 \$ | 7 000 000 | 175 \$ | 7 000 000 | 175 \$ |
| – Série D | 7 000 000 | 175 | 7 000 000 | 175 | 7 000 000 | 175 |
| – Série E | 10 000 000 | 250 | 10 000 000 | 250 | 10 000 000 | 250 |
| Actions privilégiées de catégorie 2 | | | | | | |
| – Série B | 86 450 000 | 346 | 86 450 000 | 346 | 86 450 000 | 346 |
| | | 946 \$ | | 946 \$ | | 946 \$ |
| Actions ordinaires | | | | | | |
| – Banque HSBC Canada | 498 668 000 | 1 225 \$ | 498 668 000 | 1 225 \$ | 498 668 000 | 1 225 \$ |

Le 8 avril 2009, la banque a émis, en contrepartie d'espèces, 10 000 000 d'actions privilégiées de catégorie 1, série E, à 25 \$CA l'action, comportant un coupon de 6,60 %, pour un produit de 245 millions de \$CA, déduction faite des frais d'émission.

8. Rémunération à base d'actions

Les coûts associés à la rémunération à base d'actions s'établissent comme suit :

| | <i>Trimestres terminés les</i> | | | <i>Semestres terminés les</i> | |
|---|--------------------------------|---------------------|---------------------|-------------------------------|---------------------|
| | <i>30 juin 2010</i> | <i>31 mars 2010</i> | <i>30 juin 2009</i> | <i>30 juin 2010</i> | <i>30 juin 2009</i> |
| Programme d'épargne et de participation par achat d'actions | 1 \$ | 2 \$ | 1 \$ | 3 \$ | 2 \$ |
| Récompenses en actions | 3 | – | 7 | 3 | 13 |
| | 4 \$ | 2 \$ | 8 \$ | 6 \$ | 15 \$ |

9. Avantages sociaux futurs

Les coûts associés aux avantages sociaux futurs s'établissent comme suit :

| | <i>Trimestres terminés les</i> | | | <i>Semestres terminés les</i> | |
|---|--------------------------------|---------------------|---------------------|-------------------------------|---------------------|
| | <i>30 juin 2010</i> | <i>31 mars 2010</i> | <i>30 juin 2009</i> | <i>30 juin 2010</i> | <i>30 juin 2009</i> |
| Régimes de retraite – prestations déterminées | 6 \$ | 5 \$ | 4 \$ | 11 \$ | 8 \$ |
| Régimes de retraite – cotisations déterminées | 5 | 4 | 5 | 9 | 10 |
| Autres avantages | 2 | 3 | 2 | 5 | 5 |
| | 13 \$ | 12 \$ | 11 \$ | 25 \$ | 23 \$ |

Notes afférentes aux états financiers consolidés (non vérifié) (suite)

10. Présentation par groupes de clients

La banque gère ses opérations et en rapporte les résultats selon les définitions des groupes de clients du Groupe HSBC.

| | Trimestres terminés les | | | Semestres terminés les | |
|--|-------------------------|-----------------|-----------------|------------------------|-----------------|
| | 30 juin 2010 | 31 mars 2010 | 30 juin 2009 | 30 juin 2010 | 30 juin 2009 |
| Services financiers aux particuliers | | | | | |
| Revenu net d'intérêts | 74 \$ | 74 \$ | 89 \$ | 148 \$ | 167 \$ |
| Revenu autre que d'intérêts | 102 | 116 | 80 | 218 | 165 |
| Total des revenus | 176 | 190 | 169 | 366 | 332 |
| Frais autres que d'intérêts | 162 | 158 | 158 | 320 | 304 |
| Bénéfice d'exploitation net | 14 | 32 | 11 | 46 | 28 |
| Dotation à la provision pour créances irrécouvrables | 6 | 9 | 5 | 15 | 19 |
| Bénéfice avant les éléments suivants | 8 | 23 | 6 | 31 | 9 |
| Provision pour impôts sur les bénéfices | 2 | 7 | 2 | 9 | 2 |
| Participation sans contrôle dans le bénéfice de la fiducie | 2 | 1 | 2 | 3 | 3 |
| Bénéfice net | 4 | 15 | 2 | 19 | 4 |
| Dividendes sur les actions privilégiées | 2 | 2 | 2 | 4 | 3 |
| Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires | 2 \$ | 13 \$ | — \$ | 15 \$ | 1 \$ |
| Actif moyen | 18 449 \$ | 18 234 \$ | 18 011 \$ | 18 359 \$ | 18 071 \$ |
| Services aux entreprises | | | | | |
| Revenu net d'intérêts | 184 \$ | 188 \$ | 164 \$ | 372 \$ | 340 \$ |
| Revenu autre que d'intérêts | 100 | 88 | 78 | 188 | 156 |
| Total des revenus | 284 | 276 | 242 | 560 | 496 |
| Frais autres que d'intérêts | 107 | 97 | 94 | 204 | 193 |
| Bénéfice d'exploitation net | 177 | 179 | 148 | 356 | 303 |
| Dotation à la provision pour créances irrécouvrables | 32 | 24 | 55 | 56 | 116 |
| Bénéfice avant les éléments suivants | 145 | 155 | 93 | 300 | 187 |
| Provision pour impôts sur les bénéfices | 43 | 44 | 26 | 87 | 53 |
| Participation sans contrôle dans le bénéfice de la fiducie | 4 | 4 | 4 | 8 | 8 |
| Bénéfice net | 98 | 107 | 63 | 205 | 126 |
| Dividendes sur les actions privilégiées | 5 | 5 | 6 | 10 | 8 |
| Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires | 93 \$ | 102 \$ | 57 \$ | 195 \$ | 118 \$ |
| Actif moyen | 23 008 \$ | 23 129 \$ | 25 037 \$ | 22 896 \$ | 25 121 \$ |
| Services bancaires internationaux et marchés | | | | | |
| Revenu net d'intérêts | 53 \$ | 39 \$ | 14 \$ | 92 \$ | 9 \$ |
| Revenu (perte) autre que d'intérêts | 54 | (48) | 129 | 6 | 233 |
| Total des revenus (de la perte) | 107 | (9) | 143 | 98 | 242 |
| Frais autres que d'intérêts | 40 | 37 | 36 | 77 | 68 |
| Bénéfice d'exploitation net (perte d'exploitation nette) | 67 | (46) | 107 | 21 | 174 |
| (Reprise de) dotation à la provision pour créances irrécouvrables | (1) | (2) | (1) | (3) | 8 |
| Bénéfice (perte) avant les éléments suivants | 68 | (44) | 108 | 24 | 166 |
| Provision pour impôts (recouvrement d'impôts) sur les bénéfices | 18 | (12) | 32 | 6 | 49 |
| Participation sans contrôle dans le bénéfice de la fiducie | 1 | 1 | 1 | 2 | 2 |
| Bénéfice net (perte nette) | 49 | (33) | 75 | 16 | 115 |
| Dividendes sur les actions privilégiées | 2 | 1 | 1 | 3 | 2 |
| Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires | 47 \$ | (34) \$ | 74 \$ | 13 \$ | 113 \$ |
| Actif moyen | 27 774 \$ | 27 556 \$ | 23 662 \$ | 27 822 \$ | 23 917 \$ |
| Crédit à la consommation | | | | | |
| Revenu net d'intérêts | 82 \$ | 79 \$ | 101 \$ | 161 \$ | 202 \$ |
| Revenu autre que d'intérêts | 15 | 10 | 2 | 25 | 12 |
| Total des revenus | 97 | 89 | 103 | 186 | 214 |
| Frais autres que d'intérêts | 44 | 43 | 53 | 87 | 101 |
| Bénéfice d'exploitation net | 53 | 46 | 50 | 99 | 113 |
| Dotation à la provision pour créances irrécouvrables | 29 | 32 | 67 | 61 | 144 |
| Bénéfice (perte) avant les éléments suivants | 24 | 14 | (17) | 38 | (31) |
| Provision pour impôts (recouvrement d'impôts) sur les bénéfices | 8 | 4 | (6) | 12 | (11) |
| Bénéfice net (perte nette) | 16 | 10 | (11) | 26 | (20) |
| Dividendes sur les actions privilégiées | 6 | 7 | 6 | 13 | 13 |
| Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires | 10 \$ | 3 \$ | (17) \$ | 13 \$ | (33) \$ |
| Actif moyen | 2 878 \$ | 3 090 \$ | 3 619 \$ | 2 984 \$ | 3 786 \$ |

Notes afférentes aux états financiers consolidés (non vérifié) (suite)

11. Garanties, engagements, poursuites judiciaires et passif éventuel

À moins d'avis contraire, il n'y a pas eu de changement important aux garanties, aux engagements, aux poursuites judiciaires ni au passif éventuel depuis le 31 décembre 2009.

Engagements relatifs au crédit

Dans le cours normal de son exploitation, la banque prend part à divers contrats visant des engagements hors bilan ou des éléments de passif éventuel. Le principal objectif de ces contrats est de mettre des fonds à la disposition des clients afin de satisfaire leurs besoins en matière de financement. Les instruments de crédit qui figurent dans le tableau ci-dessous représentent la valeur maximale des crédits additionnels que la banque pourrait être tenue d'avancer si les contrats étaient tous réalisés en entier.

| | <i>Au 30 juin</i> | <i>Au 31 décembre</i> |
|--|-------------------|-----------------------|
| | <u>2010</u> | <u>2009</u> |
| Lettres de crédit de soutien (financières et de bonne exécution) | 2 230 \$ | 2 249 \$ |
| Lettres de crédit documentaire et crédits documentaires | 303 | 228 |
| Engagements de crédit | 34 306 | 36 229 |
| Rehaussements de crédit et de rendement | 14 | 13 |
| | <u>36 853 \$</u> | <u>38 719 \$</u> |

Renseignements à l'intention des actionnaires

ADRESSES DES PRINCIPAUX BUREAUX

Vancouver (siège social) :

Banque HSBC Canada
885 West Georgia Street
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V6C 3E9
Tél. : 604-685-1000
Télééc. : 604-641-1849

Toronto :

Banque HSBC Canada
70 York Street
Toronto (Ontario)
Canada M5J 1S9
Tél. : 416-868-8000
Télééc. : 416-868-3800

ADRESSE INTERNET

hsbc.ca

DEMANDES DES MÉDIAS

Ernest Yee 604-641-2973
Sharon Wilks 416-868-3878

Pour tout renseignement concernant les dividendes, pour un changement d'adresse ou pour nous aviser d'un envoi en double, les actionnaires doivent s'adresser à la :

Société de fiducie Computershare du Canada
Shareholder Service Department
100 University Avenue
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2Y1

Tél. : 1-800-564-6253
Télééc. : 1-800-453-0330

Pour tout autre renseignement, les actionnaires doivent s'adresser au service des relations avec les actionnaires :

Banque HSBC Canada
Relations avec les actionnaires
885 West Georgia Street
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V6C 3E9
Courriel : Shareholder_relations@hsbc.ca

Chris Young 604-641-1976
Santokh Birk 604-641-1918

Les titres de la Banque HSBC Canada sont inscrits à la Bourse de Toronto

Banque HSBC Canada

Actions privilégiées de catégorie 1, Série C (HSB.PR.C)
Actions privilégiées de catégorie 1, Série D (HSB.PR.D)
Actions privilégiées de catégorie 1, Série E (HSB.PR.E)

Fiducie d'actifs HSBC Canada

Titres de la Fiducie d'actifs Série 2010 (HSBC HaTS^{MC}) (HBH.M)

La Banque HSBC Canada, une filiale de la société HSBC Holdings plc, est le chef de file des banques internationales au Canada et possède plus de 260 bureaux au pays, dont plus de 140 succursales bancaires. Avec un actif de 2 364 milliards de \$US au 31 décembre 2009, le Groupe HSBC, qui compte environ 8 000 bureaux répartis dans 88 pays et territoires, se classe parmi les consortiums de services bancaires et financiers les plus importants au monde.

© Banque HSBC Canada 2010

Tous droits réservés

Toute reproduction, transmission ou mise en mémoire de cette publication sous quelque forme ou par quelque procédé que ce soit, tant électronique que mécanique, par photocopie, par enregistrement ou autre, est interdite sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite de la Banque HSBC Canada.

Publié par la Banque HSBC Canada, Vancouver
Imprimé par Western Printers, Burnaby